PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 17 juillet 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Sécurité

- Une maison abandonnée en prise aux flammes dans le centre de Déville-lès-Rouen (Paris Normandie)
- Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ? (Paris Normandie)
- À Dieppe, l'enquête progresse après la fuite gazeuse orangée dans l'usine Olatein (Paris Normandie)
- Incendie dans une entreprise de farines en Seine-Maritime : des manquements relevés par la préfecture (Ouest France)
- Près du Havre. Un incendie se déclare près d'une maison de retraite : une quinzaine de pompiers mobilisés (Le Courrier Cauchois)
- Incendie dans l'usine de céréales à Canteleu : l'entreprise avait déjà été épinglée pour des « manquements » (76actu)
- Dans les coulisses de la vidéoprotection et de ses 23 caméras au coeur de cette commune de Seine-Maritime (76actu)

Social et société

- Éric Flamant récompensé par la médaille de bronze de la Jeunesse et de l'Engagement associatif (Paris Normandie)
- « Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux (Paris Normandie)
- Guinguette, marché, fête du port… après des travaux, le quartier Saint-François du Havre revit (Paris Normandie)
- « Nous sommes des sœurs de douleur » : dix ans après l'assassinat du père Hamel, récit d'un pardon hors du commun (Ouest France)
- Fécamp. Plusieurs dizaines de motards défilent malgré l'arrêté préfectoral (Le Courrier Cauchois)
- La tombe d'un pilote anglais honorée depuis 80 ans par les membres d'une famille d'Envermeu (76actu)
- Vols pendant l'incendie, état déplorable : c'est la colère dans l'immeuble Quercy à Bihorel (76actu)
- Mobilisation contre l'expulsion de son logement d'une famille en situation irrégulière près de Rouen (Le Parisien)

Environnement

- Seine-Maritime. Un trafic de produits phytosanitaires illégaux révélé après un contrôle lors d'une foire à tout (Le Courrier Cauchois)
- Canicule. À Rouen, les recherches sur les îlots de chaleur urbains et leurs conséquences avancent (76actu)

Collectivités locales et équipements publics

- À Dieppe, un véhicule électrique tout neuf pour la police municipale (Paris Normandie)
- Base de loisirs de la Varenne : le préfet valide un budget axé sur le remboursement des dettes (76actu)
- Toilettes saccagées, réserve d'eau communale dégradée… le coup de gueule de cette municipalité près de Dieppe (76actu)

Économie et vie des entreprises

- À Yvetot, Mana, le nouveau brunch de la ville ouvre ses portes (Paris Normandie)
- À Fécamp, « Au Moment Suspendu » : une nouvelle vie pour Anne Barrier et les objets anciens (Paris Normandie)
- Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d'Europe de l'Est a ouvert au Havre (Paris Normandie)
- Un salon de beauté aux multiples prestations ouvre à Dieppe (76actu)

Agriculture

- Seine-Maritime. "Je n'avais jamais connu ça" : après la canicule, des récoltes de blé en deçà des espérances (Le Courrier Cauchois)

Santé

- Piqué lors d'une baignade ? Voici ce qu'il faut savoir sur les vives et méduses… (Paris Normandie)
- Canicule : une hausse massive des hospitalisations a été observée par l'ARS en Normandie (Ouest France)
- "C'est un coup au quartier" : le départ de deux généralistes laisse des patients sur le carreau sur les hauts de Rouen (ICI Normandie)

Politique

- Un chamboule-tout avec les visages de figures de droite et d'extrême droite organisé lors d'un évènement de LFI fait polémique en Normandie (BFM Normandie)

Patrimoine

- « Un moment d'histoire » : à Rives-en-Seine, une plaque commémorative déposée sur le clocher de l'église (Paris Normandie)
- "Elle a bien voyagé": la tapisserie de Bayeux n'a subi "aucune altération visible" lors de son transfert à Londres (BFM Normandie)

Acteurs publics

- La grande majorité des ministères seront soumis à des économies d'envergure en 2027 (Acteurs publics)
- Un nouveau rapport d'inspection pointe du doigt l'absence de gouvernance en matière d'IA (Acteurs publics)

Infrastructures

- Une bretelle d'accès au pont Flaubert, à Rouen, fermée pendant 4 nuits pour des travaux de finition (Paris Normandie)
- Près de huit mois de travaux pour assurer la sécurité des habitants dans ce village de Seine-Maritime (76actu)
- Voie verte, vitesse réduite et écluse : près de Rouen, les travaux ont commencé dans cette rue malgré les critiques (Le Parisien)

paris-normandie.fr

Une maison abandonnée en prise aux flammes dans le centre de Déville-lès-Rouen

Sylvain Auffret

~1 minute

Un incendie a pris avenue Carnot à Déville-lès-Rouen. Selon l'adjoint sur place, le bâtiment appartient à la ville. Cette maison d'un étage est inoccupée actuellement et serait régulièrement squattée.

Évitez le secteur

Les pompiers ont dû faire sauter une porte afin d'accéder l'intérieur du bâtiment. Ils ont constaté plusieurs départs de feu, laissant penser à un incendie volontaire.

Vingt-deux pompiers sont sur place. - Paris Normandie

Selon une riveraine, trois personnes ont été aperçues en train de quitter les lieux en courant juste après le début de l'incendie. Les pompiers sont sur place et tentent de maîtriser l'incendie.

Sur place se trouvent vingt-deux pompiers et cinq véhicules d'intervention. Il est recommandé d'éviter le secteur.

La ligne T2 est actuellement déviée.

paris-normandie.fr

Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ?

Marie-Ange Maraine

6–7 minutes

Une grande échelle, des pompiers dans le vide depuis la grande roue et de nombreux promeneurs arrêtés pour observer la scène… Ce jeudi matin, un étonnant spectacle s'est joué sur la plage du Havre.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les pompiers ont déployé la grande échelle jeudi 16 juillet 2026 pour pouvoir atteindre le haut de la grande roue installée sur la plage du

Havre. - Patricia Lionnet/Paris Normandie

Par Marie-Ange Maraine

Publié: 16 Juillet 2026 à 19h12 Temps de lecture: 1 min

Des pompiers suspendus à 35 mètres du sol, une grande échelle déployée face à la mer… Pendant quelques minutes, ce jeudi 16 juillet 2026, les promeneurs de la plage du Havre ont cru assister à une intervention spectaculaire. Raté. Vers 10 h 15, les soldats du feu étaient simplement en plein entraînement sur la grande roue.

Consultez l'actualité en vidéo

Chaque année, les sapeurs-pompiers profitent de la présence de la grande roue pour s'entraîner dans un cadre peu commun. Haute de 35 mètres, elle leur permet de travailler des interventions en hauteur dans des conditions bien différentes de celles rencontrées au quotidien.

Les promeneurs ont retenu leur souffle en voyant les pompiers suspendus dans le vide depuis les 35 mètres de la grande roue de la plage du Havre. - Patricia Lionnet/Paris Normandie

Une grande roue et une foire sur la plage

« Chaque année, l'été comme l'hiver, les pompiers nous sollicitent pour des exercices », confirme Brian, le gérant de l'attraction. Aucun problème pour lui puisque l'attraction n'ouvre qu'à 11 h. Et jusqu'à minuit !

Installée comme chaque été sur la plage du Havre, la grande roue restera en place jusqu'à la mi-septembre, offrant aux visiteurs un point de vue imprenable sur le littoral.

Depuis mercredi 15 juillet, elle n'est d'ailleurs plus la seule attraction à attirer les regards. La foire Coup de vent a également ouvert ses portes. Manèges, jeux et stands ont pris possession de la plage pour accompagner les vacances estivales jusqu'au 20 août.

Lire aussi

Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?

Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d'Europe de l'Est a ouvert au Havre

Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le point actu jeudi 16 juillet

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?

Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d'Europe de l'Est a ouvert au Havre

Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le point actu jeudi 16 juillet

Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ?

Guinguette, marché, fête du port… après des travaux, le quartier Saint-François du Havre revit

Football – HAC : La Ligue 1, « ce n'était pas quelque chose qui me hantait » assure Vincent Sasso

Voir plus d'articles

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

paris-normandie.fr

À Dieppe, l’enquête progresse après la fuite gazeuse orangée dans l’usine Olatein

Arnaud Commun

5–6 minutes

Au lendemain d’une fuite gazeuse orangée en provenance d’une cuve de 5,8 m³ d’acide nitrique au sein de l’usine Olatein de Dieppe, l’enquête interne progresse, même si elle n’est pas terminée.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Arnaud Commun

Publié: 16 Juillet 2026 à 19h01 Temps de lecture: 1 min

« L'anomalie semble venir de la cuve mobile. On va travailler cet aspect avec le sous-traitant. La semaine prochaine, on va travailler sur l'analyse des causes approfondies », explique Reynald Lampin, le directeur de l'usine Olatein de Dieppe, le jeudi 16 juillet 2026.

Jusqu'à quarante-neuf sapeurs-pompiers sont intervenus sur le site Olatein de Dieppe, le mercredi 15 juillet 2026. - Photo A. C. / Paris Normandie

Le mercredi 15 juillet, en fin d'après-midi, l'entreprise a été victime d'un dégagement de fumée orangeâtre, dans l'enceinte du site, au départ de cette cuve contenant 5,8 m³ d'acide nitrique. *« On a des éléments à chaud sur ce qu'il s'est passé, mais c'est une combinaison de choses »*, ajoute le chef d'entreprise qui vit une cessation d'activité, rue Georges-Robbe, quartier du Pollet.

« Principe de précaution »

Reynald Lampin indique que le transvasement de l'acide nitrique dans cette cuve constituait l'une des dernières opérations de mise en sécurité à réaliser, avant la fermeture d'Olatein : *« Ensuite viendront le contrôle et la surveillance de la sûreté du site. »* Des agents de sécurité se relaieront.

Un camion transportant une cuve mobile de secours a été conduit sur le site, le mercredi 15 juillet. - Photo A. C. / Paris Normandie

Les containers de 1000 litres chacun, dans lesquels l'acide nitrique avait été transféré mercredi, après la fuite gazeuse orangée, sont désormais vides : *« Leur contenu a été transvasé dans une cuve mobile sécurisée »*, poursuit le patron, répétant qu'aucun habitant du quartier ni travailleur présent chez Olatein n'a été mis en danger :

« Il n'y a eu aucun impact sur les personnes, à l'intérieur et à l'extérieur. Il y a juste eu un principe de précaution sur l'un de nos sous-traitants. Mais il se porte très bien. »

Plan d'opération interne

Olatein a déclenché son POI (Plan d'opération interne) à la suite de cette fuite. Trente-sept employés œuvraient toujours dans l'établissement, lorsqu'elle s'est produite.

Cet incident sur un site industriel a justifié le déploiement de quarante-neuf sapeurs-pompiers, au plus fort de l'intervention. Ils ont quitté les lieux vers 22h15, le mercredi 15 juillet.

Lire aussi

[À Dieppe, un festival d'aventure sonore et poétique : Rotule vers le futur 2, ces 17 et 18 juillet]

[Il brûle des déchets dans le pays de Bray : le feu se propage à la végétation]

Dieppe : que s’est-il passé sur le pont Colbert ce 15 juillet ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

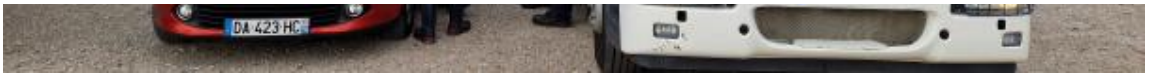
Ça se passe aussi à

Dieppe

Piqué lors d’une baignade ? Voici ce qu’il faut savoir sur les vives et méduses…

[À Dieppe, un festival d'aventure sonore et poétique : Rotule vers le futur 2, ces 17 et 18 juillet]

[Insolite en pays de Bray : « Plumeau, le petit étourneau qui a choisi notre famille »]



[À Dieppe, l'enquête progresse après la fuite gazeuse orangée dans l'usine Olatein]

[À Dieppe, un véhicule électrique tout neuf pour la police municipale]

[Mais qui va inviter des enfants et des mamies à l'opéra, à Dieppe ce 17 juillet ?]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

ouest-france.fr

Incendie dans une entreprise de farines en Seine-Maritime : des manquements relevés par la préfecture

Héloïse Nouet

3–4 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Ce jeudi 16 juillet 2026, un incendie s'est déclaré sur le site de l'entreprise Moulins Soufflet, à Canteleu, près de Rouen, en Seine-Maritime. L'intervention s'est terminée dans la journée.

Publié le 16/07/2026 à 12h39

Les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime sont intervenus dès 8 h 30, ce jeudi 16 juillet 2026, pour un incendie sur l'un des huit sites de l'entreprise Moulins Soufflet, situé à Canteleu, près de Rouen. Celle-ci est spécialisée dans la fabrication de farines.

Selon nos confrères d'Actu, les silos de grains, particulièrement inflammables, n'ont pas été touchés. L'incendie a été maitrisé dans la journée. Ce n'est pas la première fois qu'un incendie touche cette entreprise qui, depuis 2025, a reçu plusieurs mises en demeure de la part de la préfecture de la Seine-Maritime pour des manquements.

La D51 fermée pour la journée

Le feu s'est déclaré «dans une bande transporteuse de blé passant au-dessus de la D51», précise la préfecture de la région Normandie et

de la Seine-Maritime, qui a appelé à «éviter le secteur» dans un post Facebook.

Pour des raisons de sécurité, la départementale a été fermée pour la journée.

lecourriercauchois.fr

Près du Havre. Un incendie se déclare près d'une maison de retraite : une quinzaine de pompiers mobilisés

Luc Gallais

~2 minutes

Des fumées noires ont été observées dans le centre-ville d'Epouville, jeudi 16 juillet. Peu après 16 heures, un incendie s'est déclaré dans le chemin d'Argile, à proximité de la résidence pour personnes âgées Roland Le Gallais et du parking du gymnase Jacques-Anquetil. Il a touché l'arrière d'une habitation, notamment un jardin, quelques végétations proches et une voiture.

"Quelques habitants ont été évacués"

"Les circonstances de cet incendie ne sont pas déterminées, mais il n'y a pas eu de blessé. Quelques habitants ont été évacués par précaution, on a demandé aux résidents de la maison de retraite de regagner leur appartement et de fermer les fenêtres", indique Julien Delahais, le maire d'Epouville, qui était sur les lieux du sinistre.

Des rues fermées à la circulation

Un périmètre de sécurité a été instauré par les gendarmes de la brigade d'Epouville pour permettre aux sapeurs-pompiers, autour d'une quinzaine, venus des casernes d'Angerville-l'Orcher et de Montivilliers, d'intervenir. L'incendie a été rapidement maîtrisé puis

éteint vers 18 heures. Durant l'intervention, quelques rues aux alentours ont été fermées à la circulation.

actu.fr

Incendie dans l'usine de céréales à Canteleu : l'entreprise avait déjà été épinglée pour des « manquements »

Adrien Filoche

6–8 minutes

Un incendie a eu lieu le 16 juillet 2026 à Canteleu, près de Rouen, au sein de l'usine Socomac. L'entreprise avait reçu plusieurs mises en demeure en 2025 par la préfecture.

Sur le même thème

- Incendie
- Industrie

Article réservé aux abonnés

Un incendie avait déjà touché l'usine en février 2025. (©Archives/76actu)

Par Adrien Filoche Publié le 16 juil. 2026 à 19h25 ; mis à jour le 16 juil. 2026 à 19h37

Ce jeudi 16 juillet 2026, la ville de Canteleu s'est réveillée la tête dans la fumée. Vers 8h30, un incendie s'est déclaré au sein de l'usine de céréales **Socomac**, située le long de la Seine, au niveau du quai de Danemark. Le feu a eu lieu au niveau d'une **bande transporteuse de blé passant au-dessus de la D51**, ce qui a provoqué la fermeture temporaire de l'axe. Mais ce n'est pas la première fois qu'un incendie se produit sur le site industriel. Depuis 2025, l'entreprise a d'ailleurs reçu plusieurs mises en demeure de la part de la préfecture de la Seine-Maritime pour « des manquements ». L'État réclamait notamment des mises en conformités sur le nettoyage, soulignant que l'empoussièrement du site pouvait justement accentuer ces risques de départ de feu. Interrogé par *76actu*, Jean-François Lépy**,** le directeur du site assure « mettre tout en œuvre » pour éviter ce type d'incidents. Mais est-ce suffisant ?

Socomac a reçu plusieurs mises en demeure en 2025

Revenons plus d'un an en arrière. Le lundi 24 février 2025, vers 5 heures du matin, un incendie se déclarait sur le site de Socomac. Le départ de feu était constaté **à l'intérieur d'un silo**, ce qui a nécessité une intervention des pompiers de grande ampleur, étant donné le risque.

Finalement, l'incendie sera maîtrisé. Socomac évoquait alors « un incident mineur ». Mais comme nous l'avions révélé dans nos colonnes, l'incendie aurait pu être extrêmement grave étant donné que le feu s'était en réalité déclaré deux jours plus tôt et que l'alarme

n’avait pas fonctionné.

Le 24 février 2025, jour « officiel » de l’incendie, l’inspection des installations classées effectuait un contrôle sur le site et constatait « un défaut de nettoyage de la galerie […] avec un état d’empoussièrement critique ». La préfecture de la Seine-Maritime mettait en demeure la société J. Soufflet et Compagnie Socomac dans un arrêt du 11 avril 2025. L’État soulignait également que le problème de poussière avait déjà été relevé en 2023.

À lire aussi

- La dépollution de Bolloré Logistics n’avance pas assez vite : l’État épingle encore le propriétaire de l’entrepôt brûlé

Toujours dans cet arrêté, il était demandé à l’industriel de procéder à un contrôle, « a minima hebdomadaire, de l’état de propreté de son site », et de maintenir « son site dans un état de propreté permettant de **réduire les risques d’incendie ou d’explosion ».**

Quelques mois plus tard, en août 2025, la préfecture mettait **de nouveau la société en demeure**, notant des « manquements » et lui demandant de réaliser une campagne de mesure pour réduire les taux de poussières sur son site avant la fin de l’année.

> Le jour du nettoyage, les silos présentaient un manque manifeste de nettoyage. [...] Les enregistrements des nettoyages sur les différents registres présentés ne respectaient pas la fréquence définie par l’exploitant.

Une énième mise en demeure était adressée en novembre 2025, l'État réclamant à l'entreprise de mettre en place « un dispositif efficace de captation des poussières lors du chargement camion à partir du boisseau poussière ».

« Il faut que le site se mette en règle »

« Ce n'est pas un très bon exemple en ce moment », alerte **Christophe Holleville**, le secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol. Celui qui se bat depuis plusieurs années pour éviter de nouvelles catastrophes industrielles dans l'agglo de Rouen ajoute : « C'est certain que l'empoussièrement des installations accentue les risques d'incendies. Il y a des mises en demeure. Il faut que le site se mette en règle pour de bon ».

Sur ce site industriel, on compte trois exploitations distinctes : la malterie, le moulin et le silo portuaire de l'entreprise Socomac, qui appartient à Soufflet Négoce. Les trois filiales sont gérées par le groupe InVivo.

« On met tout en œuvre pour éviter ces risques »

Interrogé à propos des « manquements » mis en lumière depuis 2025 par la préfecture, Jean-François Lépy, directeur de Soufflet Négoce, reconnaît que les poussières sont « un sujet de fond » mais explique que « ce qui est important, c'est de lever les mises en demeure ». Il assure également que ces mises en demeure répétées ne sont pas le signe de déperdition du site.

> On travaille avec l'administration pour se mettre en conformité et avoir un site industriel conforme à la réglementation. L'évènement de ce matin a été réglé rapidement, il n'y a pas eu de conséquences graves, pas d'arrêt de travail.

Il rappelle par ailleurs que « plus de 2,5 millions de tonnes de

chargements tournent sur le site chaque année. On a une activité très importante. Quand on décharge des bennes céréalières, cela émet de la poussière. On a aussi conscience que nos équipements sont anciens, mais on est dans un processus d'amélioration quotidien ».

À ce titre, Jean-François Lépy explique que **la somme d'1,5 million d'euros est investie pour la sécurité du site du silo portuaire**, ce qui comprend les opérations de maintenance courante ou encore la mise à niveau des équipements.

Le directeur de Soufflet Négoce l'assure, « l'incident de ce matin (jeudi 16 juillet, NDLR), c'est un événement qui peut arriver sur un site industriel comme le nôtre. On met tout en œuvre pour éviter ces risques ».

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Dans les coulisses de la vidéoprotection et de ses 23 caméras au coeur de cette commune de Seine-Maritime

Pauline Defoix

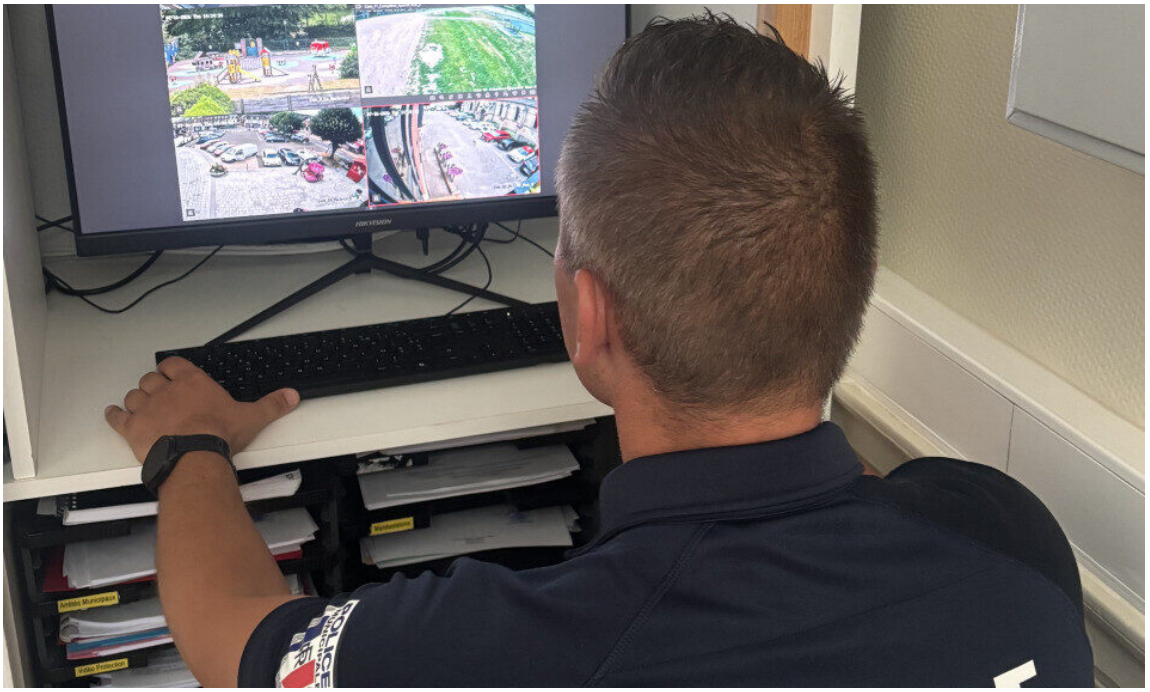
4–5 minutes

Disposer d'un système de vidéoprotection, une volonté de la municipalité à Saint-Saëns. Depuis la mi-juin, 17 des 23 caméras prévues sont en service. Comment fonctionnent-elles ?

Sur le même thème

- Pays de Bray
- Vidéoprotection

Article réservé aux abonnés



En tout, 17 caméras sont en service dont celles dans le centre de Saint-Saëns. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par Pauline Defoix Publié le 16 juil. 2026 à 18h35

Souriez, vous êtes filmés ! Eh bien, pas totalement. À Saint-Saëns **(Seine-Maritime)**, un système de vidéoprotection a été mis en service à la mi-juin, « ce qui est différent d'un système de vidéosurveillance », tient à expliquer la maire, Armelle Mousse. Rassurez-vous donc, vos moindres faits et gestes ne sont pas scrutés.

Des caméras pour protéger la population

Depuis octobre 2021, le dossier est dans les cartons de la municipalité. Après **un diagnostic de sûreté** effectué avec la gendarmerie, une étude de fond concernant les risques et les faiblesses dans la commune et l'aide d'une entreprise pour définir le projet et le monter, « est arrivée la phase de mise en œuvre en janvier 2026, après avoir obtenu les subventions du Département de la Seine-Maritime et la dotation d'équipements pour les territoires ruraux (DETR) », fait savoir l'édile.

Actuellement, **17 caméras ont été posées** et mises en service sur les **23 prévues.** « Une caméra a d'ailleurs été rajoutée au projet suite à l'accident rue Raymond-Poincaré, une rue très passante que nous jugions utile de protéger également », indique-t-elle.

Pour rappel, l'objectif de ce système de vidéoprotection est à la fois « de dissuader, d'aider les forces de l'ordre à aller plus vite dans leurs investigations et d'assurer la sécurité de la population en la rassurant », déclare la maire.

Il a été réfléchi suite à une succession de cambriolages, « des faits qui

n’ont pas disparu puisque d’autres ont eu lieu récemment », rappelle le **policier municipal**.

Comment fonctionne la vidéoprotection ?

En tant qu’habitants ou riverains, le fonctionnement du système de vidéoprotection suscite des interrogations. Comment fonctionne-t-il ? Est-ce efficace ? Suis-je surveillé ? La maire et le policier municipal répondent à ces questions.

Tout d’abord, « il faut savoir que deux types de caméras ont été installés : des caméras de contexte, filmant à 360° plusieurs rues à la fois pour observer l’environnement plus global et des caméras d’identification de plaques d’immatriculation », explique Armelle Mousse. Ces caméras fonctionnent grâce à la fibre « pour une meilleure qualité, plus de sécurité et éviter les interférences ».

C’est dans un lieu confidentiel que les **personnes habilitées** peuvent consulter les images. Ces personnes habilitées sont les gendarmes, la police, le policier municipal, la direction générale des services, la maire et deux élus (le 1er adjoint et le 5e adjoint, en charge de la sécurité).

> Des images qui ne sont consultées qu’en cas de faits, même si les caméras tournent 24h/24 7/7j.

Des images conservées 30 jours. Et si vous vous inquiétez d’être filmés à votre fenêtre par exemple, « cela n’est pas possible. La réglementation oblige à ce que les fenêtres des domiciles soient floutées lorsque l’on zoome afin de respecter la vie privée de chacun », assure-t-il.

Alors, soyez rassurés, les caméras sont présentes pour vous protéger et non vous surveiller à Saint-Saëns.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Éric Flamant récompensé par la médaille de bronze de la Jeunesse et de l’Engagement associatif

Paris Normandie

4–5 minutes

Après plus de trente ans consacrés au bénévolat auprès des jeunes, Éric Flamant a reçu la médaille de bronze de la Jeunesse, des Sports et de l’Engagement associatif. Une distinction saluant un parcours placé sous le signe de la transmission.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Éric Flamant, 47 ans, reçoit la médaille de bronze de la Jeunesse, des Sports et de l'Engagement associatif des mains de Marie-Agnès

Poussier-Winsback, députée. - Paris Normandie

Par la rédaction

Publié: 16 Juillet 2026 à 11h56 Temps de lecture: 2 min

C'est dans la salle des mariages de l'hôtel de ville de Fécamp qu'Éric Flamant s'est vu remettre le diplôme de la médaille de bronze de la Jeunesse, des Sports et de l'Engagement associatif. *« Cette distinction récompense plus de trente années de bénévolat au profit de la jeunesse* », a commenté Benjamin Gorgibus, président départemental des médaillés. Un parcours débuté à l'âge de 14 ans, lorsqu'il s'est consacré à l'encadrement de jeunes footballeurs. Dans son allocution, Éric Flamant a confié recevoir cette médaille avec une profonde émotion, y voyant la reconnaissance de plus de trois décennies consacrées aux jeunes, au sport, à l'éducation et à la citoyenneté.

Transmettre le goût du bénévolat

Il a également mis à l'honneur le travail d'équipe, estimant que les plus belles réussites sont avant tout des aventures collectives. *« Cette médaille n'est pas une fin, mais une invitation à poursuivre cette mission avec les mêmes valeurs de solidarité et de service »*, a-t-il déclaré. L'élu qui a longtemps été en charge du conseil municipal des enfants a enfin souligné l'importance de transmettre aux jeunes le goût du bénévolat, avant de remercier chaleureusement sa famille et toutes les personnes qui l'ont accompagné tout au long de son parcours.

Lire aussi

[À Fécamp, « Au Moment Suspendu » : une nouvelle vie pour Anne Barrier et les objets anciens]

[À Yport, une balade iodée pour tout savoir sur les algues et leurs saveurs insoupçonnées]

[300 conférences et 250 intervenants : depuis 25 ans, cette association amène la culture à la campagne]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp (Seine-Maritime)]

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp]

[À Fécamp, « Au Moment Suspendu » : une nouvelle vie pour Anne Barrier et les objets anciens]

À Yport, une balade iodée pour tout savoir sur les algues et leurs saveurs insoupçonnées

300 conférences et 250 intervenants : depuis 25 ans, cette association amène la culture à la campagne

La plage de Fécamp décroche le Pavillon Bleu pour la 16e année consécutive

Éric Flamant récompensé par la médaille de bronze de la Jeunesse et de l'Engagement associatif

À Fécamp, une journée pour apprendre à mieux partager la route entre automobilistes et mobilités douces

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

« Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux

Brice Recotillon

~2 minutes

Portée disparue depuis le 19 juin, le corps sans vie de Jocelyne Frechon a été retrouvé dans un champ à Terres-de-Caux, le 13 juillet 2026. Si l'information du décès bruissait sur les réseaux sociaux, c'est sa fille, Caroline Regnier, qui a annoncé publiquement la triste nouvelle « en accord avec les gendarmes ».

> Les circonstances du décès resteront dans le cadre de notre intimité.
>
> **Caroline Regnier**

« Les recherches sont arrêtées car ma mère a été retrouvée sans vie, écrit Caroline Regnier sur son compte Facebook. *Aucune autre déclaration ne sera publiée d'une part, pour ne pas entraver la procédure en cours et d'autre part, car les circonstances du décès resteront dans le cadre de notre intimité comme exigé des forces de l'ordre depuis le début. Nous veillerons fermement à ce respect. »*

Consultez l'actualité en vidéo

Une plainte bientôt déposée

Atteinte de la maladie d'Alzheimer, Jocelyne Frechon avait été placée dans un Ehpad de la commune de Terres-de-Caux il y a quelques mois.

Son départ soudain de l'établissement fauvillais avait alerté son entourage et d'importants moyens ont été mobilisés par les forces de l'ordre. *« Je suis soulagé que l'on ait retrouvé ma mère, cela va nous permettre de faire notre deuil »,* confie à Paris Normandie Caroline Regnier.

Elle indique s'être attachée les services d'un avocat en vue de déposer plainte contre X. *« Je veux comprendre comment ma maman a -t-elle pu quitter un lieu fermé. Un endroit où elle était censée être en sécurité »*, conclut-elle.

paris-normandie.fr

Guinguette, marché, fête du port… après des travaux, le quartier Saint-François du Havre revit

Karine Leroy

6–8 minutes

Une fête du port vendredi 17 juillet, à partir de 19 h 30, et un marché nocturne avec soirée guinguette samedi 18 juillet 2026, dès 21 h 30, sont organisés à Saint-François au Havre. Le quartier revit après un an de travaux.

Ajouter Paris Normandie sur Google

La soirée guinguette a trouvé son public. Les rues étaient pleines lors de la première édition. - Saint-François Commerces

Par Karine Leroy

Publié: 16 Juillet 2026 à 18h05 Temps de lecture: 2 min

C'était de la folie ! » Greg Chenel, co-gérant du restaurant L'Anecdote au Havre, n'en revient toujours pas. La première soirée guinguette avec marché nocturne organisée dans le quartier Saint-François le 20 juin 2026, a été un succès.

Consultez l'actualité en vidéo

À tel point que l'association des commerçants, dont il fait partie, Saint-François Commerces a décidé de renouveler la manifestation ce samedi 18 juillet et samedi 8 août 2026.

Déjà plus d'une vingtaine d'exposants, artisans locaux, créateurs et même une cartomancienne, sont attendus sur un périmètre un peu élargi au-delà de la rue de la Crique. Il s'étendra en effet sur une partie de la rue Saint-Louis et de Bretagne, fermées, à la circulation automobile. *« La place s'y prête complètement, cela donne un air de petit village ! »* Bar et restauration permettent d'y passer la soirée entre amis ou en famille. Rendez-vous est donc pris de 17 h à 23 h 30. Lutèce Music est invité à animer la soirée du 18 et Yvette chante, déjà présente le 20 juin, animera celle du 8 août.

Galettes saucisses ou poissons grillés

Poissons grillés et galettes saucisses de nouveau au menu vendredi soir. - Bretons du Havre

Vingt-quatre heures avant de retrouver les flonflons de la guinguette, ce vendredi 17 juillet 2026, c'est encore à Saint-François que cela va s'animer. Les marins-pêcheurs et l'association Les Bretons du Havre proposent leur deuxième soirée des Vendredi's du Port.

Lancée vendredi 19 juin 2026, l'initiative a l'ambition de valoriser la pêche locale et de soutenir ses professionnels. Le principe est simple : les pêcheurs font griller du poisson au niveau de leurs étals quai de l'Ile et les Bretons préparent des galettes saucisses.

La première soirée a déjoué les pronostics des plus optimistes. *« Ça a super bien marché… Il n'y avait plus de poissons, plus de galettes saucisses, les bars étaient pleins… »,* raconte Christophe Lemonnier qui a promis que les quantités de victuailles ont été revues à la hausse pour satisfaire les gourmands pour le deuxième rendez-vous fixé aujourd'hui vendredi 17 juillet 2026.

Les visites, à quai, des bateaux des pêcheurs, ont également été un plébiscite. Prévues pour une vingtaine de minutes, elles ont duré 45 minutes devant l'intérêt des visiteurs.

Une troisième édition de cette inédite fête est déjà programmée le vendredi 21 août 2026. Deux nouveaux rendez-vous, deux

ambiances et un même quartier : Saint-François, qui s'était un peu assoupi sous les travaux ces derniers mois. Les engins de chantier ont quitté ce cœur historique du Havre.

La place du Père-Arson, qui servait auparavant de parking est désormais végétalisée. - Karine Leroy/Paris Normandie

> « Il faut que le quartier revive »
>
> **Christophe Lemonnier**, Président des Bretons du Havre

Au terme de plus d'une année de travaux, la requalification du quartier pour « créer de nouveaux usages pour cet espace urbain », selon les termes employés par la Ville du Havre qui avaient engagé, dès 2019, la concertation avec les habitants, commerçants et associations. Un vrai coup de neuf, apprécié par le président des Bretons du Havre, en sa qualité de riverain. *« C'est joli, ça en avait besoin, c'est agréable, végétalisé, moderne et tout a été bien réfléchi ! C'est important que le quartier revive, il s'était endormi . La ville a bien réfléchi, puisque des matériaux anciens ont été utilisés »*, se félicite Christophe Lemonnier. *« Le quartier a besoin de ça. Il faut qu'il revive. »*

Visiblement, c’est bien parti !

Les Vendredi’s du Port, place des étals à poissons, quai de l’Île vendredi 17 juillet et vendredi 21 août 2026, de 18 h 30 à 21 h 30. Marché nocturne avec soirée guinguette samedi 18 juillet et 8 août 2026 à partir de 17 h, quartier Saint-François.

Lire aussi

Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?

Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d’Europe de l’Est a ouvert au Havre

Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le point actu jeudi 16 juillet

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Suivez-nous cet été Le Havre

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

[Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?]

[Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d'Europe de l'Est a ouvert au Havre]

[Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le point actu jeudi 16 juillet]

Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ?

Guinguette, marché, fête du port… après des travaux, le quartier Saint-François du Havre revit

Football – HAC : La Ligue 1, « ce n’était pas quelque chose qui me hantait » assure Vincent Sasso

Voir plus d'articles

Juste pour vous

ouest-france.fr

« Nous sommes des sœurs de douleur » : dix ans après l'assassinat du père Hamel, récit d'un pardon hors du commun

Carla Morand

9–11 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Il y a 10 ans, le 26 juillet 2016, était assassiné le père Jacques Hamel à la fin de son office à Saint-Étienne-du-Rouvray, près de Rouen (Seine-Maritime). À cet instant, la vie de Roseline Hamel, sœur du père Jacques Hamel, ainsi que celle de Nessara Kermiche, mère du terroriste, a basculé. Deux ans plus tard, les deux femmes se rencontrent et trouvent l'épaule sur laquelle elles cherchaient tant à se reposer. Retour sur cette formidable amitié, symbole de paix et d'espoir.

«Durant cette épreuve, j'ai demandé à Dieu qui pouvait souffrir autant que moi ? Puis j'ai imaginé la douleur de cette maman», se remémore Roseline Hamel, 86 ans aujourd'hui. La première fois qu'elle a rencontré la mère de l'assassin de son frère, cette dernière lui a imploré son pardon, en larmes. Et Roseline Hamel de lui répondre : «Je ne suis pas venue pour chercher un pardon, mais pour vous demander de partager cette douleur».

« Les voix de Daech ont été plus puissantes que

moi »

Depuis huit ans, les deux femmes partagent ce traumatisme. À deux. Coup de fil hebdomadaire, entrevue chaque mois. *«Sœurs de douleur»,* un livre co-écrit par elles et paru en 2025, a scellé leur destin. Depuis, les deux femmes enchaînent les conférences, particulièrement dans les établissements scolaires. C'est à l'aube de l'une d'elles, dans un coin du théâtre de Carentan (Manche), ce vendredi 10 juillet 2026, que le duo nous reçoit à nouveau.

Professeure à Saint-Étienne-du-Rouvray, Nessara Kermiche, raconte comment cette main tendue a signé un tournant dans sa vie. «J'étais rongée par la culpabilité. En tant que mère, je suis responsable de l'éducation de mon enfant. Mais les voix de Daech ont été plus puissantes que moi. En venant à ma rencontre, en paix, Roseline m'a remise debout.»

L'intéressée acquiesce : «L'idée, c'était de trouver la force de continuer à vivre et d'avancer.» Les deux ans qui ont suivi le drame, les deux femmes se laissaient toutes deux «mourir à petit feu.». Leur rencontre a été ô combien salvatrice.

Nessara Kermiche et Roseline Hamel, main dans la main. Cette dernière s'est récemment fait tatouer une colombe de la paix sur l'avant-bras en hommage à son frère, surnommé « le moineau » par leurs parents, en référence à son humble mode de vie. | CARLA MORAND / OUEST FRANCE

« Où diable était passé notre Dieu ? »

Le pardon est au cœur de toutes les religions. Pourtant, «beaucoup de gens, notamment de mon église, ne comprenaient pas cette relation. Tout nous séparait, Nassera est musulmane, moi je suis catholique et cette tragédie aurait pu établir la haine entre les

communautés. Mais j'ai eu cette grâce de ne pas ressentir cette haine» se souvient, émue, la sœur du père Jacques Hamel. Avec du recul, elle comprend ce type de réaction.« Même nos enfants, au début, n'ont pas forcément compris notre démarche, mais quand ils ont vu qu'on commençait à revivre, ils l'ont tout de suite acceptée».

Nessara et Roseline racontent que c'est justement cette foi qui les a aussi aidées à retrouver un sens à leur vie et à se comprendre l'une et l'autre. Toutes deux sont restées croyantes, malgré la tragédie. «Notre foi a été mise à rude épreuve. Ce jour-là (le 26 juillet 2016), nous nous sommes demandé où diable était passé notre Dieu ? Pourquoi il nous faisait subir cette épreuve ?»

Lire aussi : « Il fallait que ça ne reste pas vain » : de l'assassinat du prêtre a jailli une histoire d'amitié

« On essaie d'ouvrir les esprits »

Leur histoire bouleversante ne devait pas rester vaine. Témoigner s'est imposé comme une évidence. Discrète, Nessara Kermiche ne se livre aux médias que depuis l'écriture de leur livre. «Je voulais un espace qui me permette de m'exprimer sans risquer d'être coupée. Ma position est délicate et j'ai reçu tellement de haine sur les réseaux sociaux… Dans ce livre, j'ai pu expliquer ce que j'ai traversé.» Les deux femmes estiment avoir créé «sans s'en rendre compte, un instrument de paix.»

Lire aussi : Il y a 10 ans, le père Jacques Hamel était assassiné par des terroristes : quel est le programme des commémorations ?

Prouver lors de ces rencontres que le pardon est possible, combattre le radicalisme et les amalgames, promouvoir le vivre-ensemble. Tels sont les maîtres mots des deux amies. Leurs témoignages sont selon elles «d'intérêt général». Une mission qui les pousse à continuer malgré la souffrance qu'implique de se replonger dans ces souvenirs.

«On essaie d'ouvrir les esprits, de montrer qu'on peut très bien vivre ensemble, les uns avec les autres».

Nessara prend la main de Roseline. Laquelle lui retourne un regard attendri. L'une et l'autre s'encouragent. Quand on leur demande si leur relation relève de l'amitié, la rencontre s'achève avec le sourire. Les deux femmes se tournent l'une vers l'autre et affirment en chœur : «Nous sommes des sœurs de douleur !»

lecourriercauchois.fr

Fécamp. Plusieurs dizaines de motards défilent malgré l'arrêté préfectoral

Julien Delastre

3–4 minutes

Un arrêté préfectoral avait beau avoir été pris pour interdire le rassemblement de motards et "la descente", plusieurs dizaines de deux-roues ont défilé dans les rues de Fécamp, lundi 13 juillet dans la soirée, sous le regard de badauds les encourageant.

Un arrêté et des verbalisations

Cela faisait plusieurs jours que des publications sur les réseaux sociaux circulaient, invitant à ce rassemblement traditionnel, tandis que l'association des Motards des Hautes-Falaises rappelait bien qu'elle n'en était plus l'organisatrice. L'arrêté est finalement tombé, la Préfecture indiquant qu'aucune déclaration n'avait été déposée auprès de

- **A lire aussi.** Valliquerville. Sortie sous la chaleur pour les cyclos locaux

"Il serait mieux de retrouver une organisation officielle, plutôt que de voir disparaître cet événement qui rassemble"

De fait, lundi soir, la police nationale était sur place, expliquant avoir

procédé à "*une vingtaine de verbalisations*", tout en précisant qu'il n'y avait "*pas eu de débordements*". Les motards se sont rassemblés au niveau du parking de Saint-Léonard, avant de défiler en direction du port et du front de mer, où le public était au rendez-vous. Pour ses participants, cette descente reste un rendez-vous incontournable, même s'il n'est plus organisé officiellement comme auparavant, lorsque plusieurs centaines de motos défilaient sur la côte de la Vierge, telle une descente aux flambeaux. "*Cet événement a toujours été mythique*, témoigne un motard présent sur place lundi soir. *On voit que les motards sont solidaires, car il y avait encore énormément de monde !*" Comme d'autres participants, il pointe le possible "*impact économique*" lié à la disparition d'une manifestation encadrée, notamment pour les restaurants, bars et hébergements.

- **A lire aussi.** Rouen. Première en France : le CHU s'équipe d'un drone pour les soins

Pas d'organisateur officiel

Un autre motard poursuit : "*L'ambiance était excellente. On sentait que les gens étaient heureux. Il y avait des passionnés de moto, mais aussi des familles et des habitants venus simplement regarder. C'était festif et respectueux.*" Pour ce Cauchois, il est logique que cette manifestation ait été supervisée par les forces de l'ordre, mais il plaide pour le retour d'une "*vraie*" organisation. "*Il serait mieux de retrouver une organisation officielle, avec un échange entre les autorités et les motards, plutôt que de voir disparaître cet événement qui rassemble*, assure-t-il. *Un événement cadré et encadré est plus facile à sécuriser, avec un parcours défini, des règles claires, des bénévoles et un dialogue avec les autorités. Cela permettrait de préserver une tradition locale, tout en garantissant la sécurité de tous, pour que la descente motos garde toute sa place à Fécamp.*"

actu.fr

La tombe d'un pilote anglais honorée depuis 80 ans par les membres d'une famille d'Envermeu

Rédaction Dieppe

6–7 minutes

Chaque année, Alexis Brument fleurit la tombe d’un aviateur anglais tombé au combat à Envermeu en juillet 1944, poursuivant ainsi l’hommage initié par sa grand-mère il y a 80 ans.

Sur le même thème

Seconde Guerre mondiale

Article réservé aux abonnés

Samedi 4 juillet 2026, une vingtaine de personnes se sont

rassemblées pour assister à ce moment de recueillement initié il y a maintenant 80 ans par Paulette Lemée. ©Les Informations dieppoises

Par Rédaction Dieppe Publié le 16 juil. 2026 à 20h00

Chaque année, **depuis 1946**, un geste de mémoire est accompli avec le même respect par la famille d'Alexis Brument, tradition qu'il poursuit avec la même constance. Comme sa grand-mère, **80 ans plus tôt**, il fleurit la tombe d'un aviateur anglais tombé au combat avec six de ses camarades sur les hauteurs d'Envermeu (Seine-Maritime), le **8 juillet 1944**.

Pour comprendre, il faut revenir **plusieurs décennies** en arrière.

Le 11 mai 1940, précisément, la jeune Paulette Stalin, âgée de 20 ans, originaire de Bellengreville, se marie à Envermeu avec Émile Olivier, 24 ans. Homme agréable, à l'éternelle bonne humeur, natif d'un petit village de l'Eure, il a obtenu une permission de **trois jours** pour venir **se marier**.

C'est la guerre : Émile est soldat à Évreux. Une fois mariée, Paulette Olivier part séjourner chez ses beaux-parents. L'armée française est vaincue et les soldats sont consignés dans les casernes.

Le 16 juin 1940, deux jours avant l'appel du général de Gaulle, Émile, amoureux fou de sa femme, fait une **fugue** de sa caserne avec son cheval pour rejoindre Paulette quelques heures, raconte Alexis Brument.

« Les Allemands s'aperçoivent de son absence et arrivent à le localiser. Sous les yeux **horrifiés** de sa femme, ils l'abattent froidement d'un coup de fusil à bout portant, sans sommation, interdisant à Paulette de toucher le corps de son mari étendu sur le sol, à l'orée d'un petit bois, fauché en pleine jeunesse et en plein bonheur », poursuit-il.

Veuve après quatre semaines de mariage

Après seulement quatre semaines de mariage, la vie de Paulette bascule. Plongée dans un immense chagrin, elle reste inconsolable et part pour le nord de la France, à Écoust-Saint-Mein. Aux yeux de tous, elle travaille dans une ferme, mais sa vie est en réalité empreinte de clandestinité.

En effet, d'avril à septembre 1944, Paulette s'engage dans un réseau de résistance : la « Voix du Nord ». Elle fait partie des FFI, sous le nom de Viennot, en qualité d'agent de liaison.

« Elle s'investit au maximum pour crier vengeance. Très intelligente, elle apprend à lire et à écrire couramment la langue anglaise et acquiert de bonnes connaissances en allemand, pour comprendre l'ennemi, et tout cela en seulement six mois », poursuit Alexis.

Parfois, pendant la nuit, Paulette prend part à de nombreux sabotages contre l'ennemi : voies ferrées, wagons et matériels.

Dans la nuit du 12 au 13 juin 1944, trente-deux avions Lancaster ainsi que 149 Halifax partent du nord de l'Angleterre avec comme mission le bombardement des gares de Cambrai et d'Arras. Après avoir fait face à une forte résistance antiaérienne allemande, de nombreux avions sont abattus. Quinze avions sont touchés : environ 60 aviateurs sont tués, 14 faits prisonniers, d'autres sauvés par la résistance.

Téméraire malgré son jeune âge

Cette nuit-là, Paulette et son patron, chef de la résistance locale, recueillent, pendant sept jours, six aviateurs alliés, en cachant deux dans les tombes d'un cimetière et quatre autres dans un bâtiment de la ferme.

Durant sa vie de résistante, Paulette aura sauvé la vie de seize

aviateurs alliés et caché plusieurs réfractaires au STO, le service de travail obligatoire.

En septembre 1944, Paulette n'en a pas fini avec la guerre. Elle arrive à Rouen où il y a de nombreux bombardements et beaucoup de blessés.

Elle s'engage comme volontaire en qualité de soignante-panseuse à l'hospice général, où elle travaille avec des sœurs. Elle fait les pansements et réconforte les blessés horriblement touchés dans leur chair et, quand hélas le cas se présente, elle ensevelit les morts.

En 1945, Paulette quitte l'hôpital. Ayant une belle écriture, sa candidature est retenue pour travailler comme copiste à la caserne de Rouen, où elle remplit des dossiers.

En octobre de la même année, Paulette se remarie avec Joseph Lemée, prisonnier de guerre. Six mois après, le couple s'installe à Envermeu. Ils y auront deux enfants, Claude et Nelly.

En souvenir de son premier mari, tué en 1940 dans l'Eure, où elle ne peut se rendre facilement sur la tombe, Paulette décide alors de fleurir régulièrement, au cimetière d'Envermeu, la tombe d'un aviateur officier anglais, Stanley Findley, dont l'avion, un Lancaster, s'est écrasé le 8 juillet 1944 sur les hauteurs d'Envermeu, abattu par un chasseur allemand.

Le 8 mai 1987, Paulette a reçu la croix du combattant, distinction rarement accordée à une femme. « Ma grand-mère correspondait souvent avec la famille de Stanley Findley et la recevait lorsqu'elle venait se recueillir sur la tombe », conclut Alexis.

Paulette Lemée a fleuri cette tombe de 1946 à 1994, année où elle est tombée gravement malade. Sa fille, Nelly, en a pris le relais à son tour jusqu'à sa mort.

Désormais, c'est Alexis Brument, 51 ans, qui assure le fleurissement

de la tombe de l'aviateur au cimetière d'Envermeu, comme un devoir de mémoire rendu envers le pilote, mais également envers sa mère et sa grand-mère, résistante disparue en 2002.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Vols pendant l'incendie, état déplorable : c'est la colère dans l'immeuble Quercy à Bihorel

Rédaction Normandie

5–7 minutes

La Ville de Bihorel a organisé une réunion publique après l'incendie du 24 juin au 12e étage de l'immeuble Quercy. Les locataires ont exprimé leur colère et leur ras-le-bol.

Sur le même thème

- Incendie
- Logement

Article réservé aux abonnés

Le maire Baptiste Boulland a certifié que la mairie sera toujours aux côtés des habitants ©Le Bulletin

Par Rédaction Normandie Publié le 16 juil. 2026 à 6h53

Le 24 juin, un incendie a détruit le 12e étage de l'immeuble Quercy **à Bihorel, près de Rouen**. Le lundi 6 juillet, une réunion a été organisée par la municipalité au restaurant scolaire Coty pour recueillir les témoignages des locataires. Et entre vols, incivilités et ras-le-bol, le rassemblement a été animé.

Un incendie qui aurait pu être dramatique

Le maire, Baptiste Boulland, présent avec ses adjoints Martine Laconde, Gilles Thomas, Sébastien Rivière-Davrainville et Wandrille Hucy, a ouvert la réunion en déclarant : « **C'est un véritable miracle** qu'il n'y ait pas eu de victimes. Les personnes du 12e étage ont traversé les flammes pour s'extraire de ce brasier. C'était terrible. 80 sapeurs-pompiers sont intervenus. C'est aussi grâce à une habitante qui a alerté ses voisins à coup de casserole et à deux jeunes, Oumar et Mohamed, qui ont entendu du bruit et sont montés dans les étages jusqu'à une limite, car la trappe de désenfumage était bloquée, ce qui est le summum de ce qu'il ne faut pas faire. Ils ont ainsi sauvé des familles, des personnes âgées, des enfants et des animaux. Nous ferons une cérémonie pour les remercier à la rentrée ».

Le maire a également exprimé sa déception **face à des vols survenus durant l'intervention des secours** : « La sécurité mise en place pendant les interventions a été extrêmement légère, car il y a eu des cambriolages et des vols. Cela m'a énervé ».

Il a aussi critiqué l'attitude du syndic Square Habitat : « Le directeur du syndic n'avait aucune information et n'a donné aucune garantie. D'ailleurs, un courrier va partir, car je ne crois plus à ses paroles ».

Un feu d’origine criminelle ?

Wandrille Hucy, adjoint au maire, a détaillé la situation actuelle : « L’électricité et le gaz sont de retour. Par contre, il y a encore **deux sujets qui fâchent** : l’ascenseur pair reste en panne et l’eau potable n’est pas rétablie. Pour l’heure, nous continuons à livrer des bouteilles, le temps de faire les tests biologiques de la qualité de l’eau dans les tuyaux. Ce sont 200 packs d’eau distribués tous les deux jours, pris en charge par la ville. Ces coûts seront ensuite facturés avec le temps passé ».

Il a ajouté que cette réunion avait pour but de recueillir les doléances des habitants et de saluer **les actes de solidarité** observés dans l’immeuble. « Nous avons souhaité que le propriétaire, le bailleur Logéo Seine et le syndic Square Habitat ne soient pas présents ce soir pour permettre un échange direct entre nous. Nous irons les voir ensuite pour les mettre devant leurs responsabilités ».

Baptiste Boulland a indiqué qu’une enquête était en cours pour déterminer l’origine de l’incendie : « Il y a une forte suspicion que ce soit **un incendie d’origine criminelle**. Une personne est mise en cause et sera confrontée à ses responsabilités. Toutefois, elle bénéficie de la présomption d’innocence, et je ne peux pas en dire plus ».

« Quercy, c’est un dépotoir »

La réunion a permis aux locataires d’exprimer **leur colère** face à la dégradation de leurs conditions de vie. Plusieurs témoignages ont été recueillis : « L’hiver, il fait froid et il y a de la moisissure partout », « Des gens jettent leurs déchets par les fenêtres. Quercy, c’est un dépotoir », « Il y a des rats, des cafards, des punaises de lit, des champignons dans les couloirs », « Les pigeons morts et les fientes s’accumulent »…

Les locataires de la tour Quercy vont se constituer en association pour se défendre ©Le Bulletin

Concernant la sécurité, des habitants ont dénoncé **des squatteurs** « dont certains dorment dans les poubelles », des dealers « qui viennent vendre leur m**** dans l'immeuble » et des agressions : « Récemment, 12 jeunes ont tapé mon fils dans l'immeuble. Ils viennent squatter dans les escaliers et agressent tout le monde. Nous sommes à bout ». Plusieurs locataires ont également souligné l'absence de sécurisation de la porte d'entrée. « On veut juste vivre en paix, mais nous ne sommes pas entendus », déplorent les locataires.

Face à ces problèmes, le maire a conseillé aux habitants d'appeler systématiquement le 17 pour signaler les incidents, même si les policiers ne peuvent pas toujours intervenir immédiatement : « Cela permet d'avoir des statistiques et des actions. D'ailleurs, votre immeuble est en clignotant rouge. Il est surveillé ».

À l'issue de la réunion, les habitants ont décidé de **créer une association** et de se regrouper autour d'un avocat pour défendre leurs intérêts.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

leparisien.fr

Mobilisation contre l’expulsion de son logement d’une famille en situation irrégulière près de Rouen

Frédéric Durand

4–5 minutes

Dans la rue Jules Raimu à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), où se trouvent des immeubles destinés à la déconstruction, vit une famille arrivée d’Algérie en avril 2019 avec quatre enfants dont un jeune autiste. Une famille relogée une première fois en octobre 2019 par la mairie après la destruction de l’immeuble Sorano.

Depuis, la ville a cédé l’ensemble immobilier à CDC Habitat, filiale de la Caisse des dépôts qui a demandé à la famille de partir. Ce jeudi 16 juillet, à 6 heures du matin, des politiques et des associations ont fait un sit-in in devant l’immeuble pour empêcher leur expulsion.

« Je voulais simplement un avenir meilleur pour mes enfants »

À 52 ans, Boumédiène réclame la régularisation de sa situation. « A Oran, j’étais agent de bureau. Je suis venu en France avec ma femme et mes enfants pour la santé de Mounir atteint d’autisme et d’un retard global. Il suit maintenant un traitement depuis 3 ans. Mes autres enfants sont scolarisés et mon épouse est au foyer. Moi, je travaille rarement. Des bricoles, à droite et à gauche. C’est ce qu’on me reproche quand je fais une demande de titre de séjour. De ne pas

avoir de ressources et de ne pas être intégré. Mais, pour cela, il faudrait qu'ils m'autorisent à travailler. »

Le père de famille dit avoir appris par l'assistance sociale et le Comité d'Action et de Promotion Sociales (CAPS) qu'ils devaient quitter ce logement ce jeudi 16 juillet. « Mais qu'allons-nous devenir ? Il n'y a aucune solution de relogement. J'ai fait une demande pour un habitat d'urgence, mais il n'y a pas de place. On me propose uniquement 6 nuits d'hôtel à compter d'ajourd'hui. C'est stressant comme situation surtout que je ne suis pas seul. Je voulais simplement un avenir meilleur pour mes enfants. Je voudrais pour eux un logement digne et le droit de vivre ici. J'aimerais trouver un emploi dans les espaces verts ».

Sous l'impulsion de la Confédération syndicale des familles (CSF), plusieurs membres de l'opposition municipale, épaulés par des élus des communes voisines, se sont ralliés à l'aube aux associations pour faire obstacle à la procédure d'expulsion.

« Réunir le plus de personnes pour faire pression »

« Quand il y a des problèmes d'hébergement, et c'est le deuxième consécutif chez ce bailleur et dans ce secteur, nous venons en soutien des familles pour qu'elles ne finissent pas à la rue », déclare Dominique Kemp, représentante de RESF (Réseau éducation sans frontière) qui a aidé la famille à tenter de se faire régulariser.

« Nous essayons de réunir le plus de personnes possibles pour faire pression afin d'obtenir un autre hébergement. Dans ce cas, CDC Habitat profite du fait qu'ils soient sous OQTF (Obligation de quitter le territoire français) pour les expulser, car auparavant comme locataire de la ville, la famille ne payait que les charges, argumente-t-elle. Maintenant, le bailleur réclame un loyer ».

« D'importants impayés de loyers »

« Nous avons pleinement conscience des difficultés humaines que peuvent représenter ces situations, rétorque CD Habitat. La procédure engagée résulte d'une décision de justice prononcée à la suite d'importants impayés de loyers. Comme pour toute procédure de cette nature, l'expulsion n'intervient qu'en dernier recours après un accompagnement et la recherche de solutions avec les acteurs sociaux. »

Et au bailleur de poursuivre : « Depuis plusieurs années, CDC Habitat travaille en lien étroit avec les services de l'État, les collectivités locales, les associations et les acteurs sociaux afin d'accompagner cette famille et d'identifier des solutions adaptées à sa situation. Dans ce cadre, plusieurs démarches ont ainsi été engagées au fil du temps pour identifier des solutions d'hébergement ou de mise à l'abri. Les échanges avec les partenaires compétents se poursuivent afin que la famille puisse être orientée vers les dispositifs adéquats ».

En attendant, à 9 heures, aucun huissier ni serrurier ne s'étaient manifestés. « Mais, malheureusement, ce n'est que partie remise » craignent les défenseurs de la famille.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Un trafic de produits phytosanitaires illégaux révélé après un contrôle lors d'une foire à tout

Ghislain Annetta

3–4 minutes

---

400 produits phytopharmaceutiques vendus illégalement par un particulier ont été saisis début juillet sur le territoire de l'ex-Haute-Normandie. Cette belle prise fait suite à une enquête menée par l'Office français de la biodiversité (OFB) et la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) Normandie. Cette opération prend racine dans l'Eure et s'étend jusqu'en Seine-Maritime.

Lors d'une foire à tout

Tout commence le 13 juin dernier. Lors de la foire à tout de Pont-de-l'Arche (27), les inspecteurs de l'environnement de l'OFB constatent la mise en vente illégale d'un lot considérable de produits phytopharmaceutiques (PPP) par un particulier. Après vérification, en plus d'être interdits à la vente par un non-professionnel, 69 de ces produits ne disposent plus d'autorisation de mise sur le marché (AMM), rendant leur détention, utilisation et commercialisation strictement interdites. L'ensemble du stock a été récupéré par les pouvoirs publics en vue de destruction par une filière spécialisée.

- **A lire aussi.** Port-Jérôme-sur-Seine. Le nettoyage mécanique en

substitut des produits phytosanitaires

Une perquisition a été menée au domicile du mis en cause, en Seine-Maritime, le 3 juillet, en collaboration avec les inspecteurs de la DRAAF Normandie. Lors de celle-ci, 329 produits supplémentaires ont été découverts dont 5 ne possédaient plus d'AMM. Pour 2 d'entre eux, la substance active est interdite. L'intéressé ne possédait ni agrément, ni conditions de stockage conformes.

Depuis janvier 2019

Pour rappel, depuis le 1er janvier 2019, les particuliers n'ont plus le droit d'acheter, de détenir ou d'utiliser des produits phytopharmaceutiques de synthèse (désherbants, fongicides, insecticides, anti-limaces, inhibiteur de germination, etc.). Seuls les professionnels (agriculteurs, jardiniers, gestionnaires d'espaces verts, etc.) peuvent utiliser ces produits, sous conditions strictes. La vente ou détention illégale de PPP est passible de 2 ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende.

L'OFB et ses partenaires (DRAAF, gendarmerie) renforcent les contrôles pour lutter contre ces trafics. Une opération spécifique a été conduite en 2025 sur l'ensemble du territoire national pour lutter contre la détention et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques interdits en France auprès de particuliers. Avec plus de 600 contrôles, elle a permis d'empêcher l'usage de plus de 3 000 litres de produits non autorisés, ce qui correspond, s'ils avaient été utilisés dans des conditions standards, à 10 millions de m^2 de surfaces traitées. L'utilisation non maîtrisée de PPP présente en effet des risques graves sur la santé humaine (intoxications, cancers, troubles neurologiques) et sur l'eau potable. Quand il pleut, l'eau s'infiltre dans les sols ou ruisselle jusqu'à la rivière, emmenant avec elle les résidus de produits.

actu.fr

Canicule. À Rouen, les recherches sur les îlots de chaleur urbains et leurs conséquences avancent

Jessie Leclerc

9–12 minutes

Les villes, dont Rouen, sont particulièrement touchées par les canicules. Conséquences, solutions... Un chercheur nous explique le fonctionnement des îlots de chaleur urbains.

Sur le même thème

- Canicule
- Réchauffement climatique
- Vague de chaleur

Article réservé aux abonnés

À Rouen, le projet HELIOS étudie le phénomène des îlots de chaleur et recherche des solutions contre la canicule. Explications. (©AdobeStock/Illustration)

Par Jessie Leclerc Publié le 16 juil. 2026 à 7h16

Ces dernières semaines ont été particulièrement chaudes en Seine-Maritime. Canicule, **îlots de chaleur urbains (ICU)**, réchauffement climatique, sécheresse… Ces mots ont envahi les actualités. Pourtant les scientifiques alertent depuis des années sur ces phénomènes. À l'université de Rouen (Seine-Maritime), une équipe se penche justement sur la question depuis 2023, à travers le projet HELIOS. Mesures, **conséquences, solutions**… Alexandre Geffroy, son coordinateur scientifique, fait le point sur les recherches et la situation particulière de la métropole de Rouen.

Comprendre pour lutter contre les îlots de chaleur urbains

Pour **Alexandre Geffroy**, ingénieur de recherche en développement durable et responsabilité sociétale à l'Université de Rouen et coordinateur du **projet HELIOS**, tout est parti d'un constat simple : on ne dispose pas assez de données précises sur la chaleur sur la Métropole. « Les scientifiques comblent les trous de la raquette quand il manque des données, mais là, on n'a même pas le manche de la raquette », déplore le chercheur.

À lire aussi

-

Désormais 24 départements en vigilance rouge canicule : c'est quoi le plan inédit Orsec déclenché par le gouvernement ?

Un projet, financé par la Métropole Rouen Normandie, avait permis de lancer une première étude sur les ICU basée sur l'imagerie satellite et les données des stations Météo France installées sur le territoire. Or, ce réseau n'a pas vocation sur la Métropole à mesurer ce qu'il se passe réellement dans les centres urbains, car implanté uniquement dans les espaces végétalisés.

C'est pour combler ce manque qu'est né HELIOS, un projet « qui étudie la caractérisation spatiale, physique, sanitaire, sociale, économique et même psychologique **des vagues de chaleur et des canicules** et qui vise à **trouver des solutions** d'adaptation des centres urbains », détaille Alexandre Geffroy.

Financé dans le cadre du contrat de plan interrégional État-Régions (CPIER) Vallée de Seine, l'étude réunit neuf laboratoires de recherches de l'Université de Rouen, dont un en cotutelle avec le CHU Charles-Nicolle, et six collectivités partenaires en tant que sites d'étude : Le Havre, Rouen, la Communauté d'agglomération Seine-Eure, Mantes-la-Jolie, Communauté d'agglomération Cergy Pontoise et Argenteuil. Climatologues, géographes, physiciens, économistes, littéraires et même psychologues travaillent ensemble.

Pour Alexandre Geffroy, traiter ce sujet à Rouen à du sens, puisque le territoire « est concerné par un large éventail de risques dont des phénomènes naturels qui, dans un contexte de réchauffement climatique, vont voir leur fréquence et leur intensité s'accroître, en particulier **les inondations et les canicules** », affirme-t-il.

51 capteurs pour mesurer la chaleur en temps réel

Concrètement, le projet a permis d'installer **51 capteurs météorologiques** répartis sur les six collectivités partenaires. Ils mesurent en temps réel la température de l'air, l'humidité, la force et la direction du vent…

Ce réseau, mis en place en mars 2025 est encore trop jeune pour révéler des tendances à long terme, mais « il a déjà connu deux vagues de chaleur et deux épisodes caniculaires », lance Alexandre Geffroy.

À cela s'ajoutent des **enquêtes sociales**, qui recueillent la manière dont les habitants perçoivent et s'adaptent à la chaleur. Car au-delà de la météo, l'exposition aux ICU révèle des inégalités sociales et économiques dans la vulnérabilité des ménages. « On constate dans les premiers retours des enquêtes des **écarts importants dans les revenus** au désavantage des personnes vivant dans des zones que nous avons isolées comme ICU par rapport aux ménages vivant dans des espaces, en moyenne, plus frais », regrette le scientifique.

Chaque ville a « sa propre identité thermique »

Un ICU, c'est un peu comme **un dôme de chaleur** qui se forme au-dessus d'une ville. Son intensité dépend de plusieurs facteurs : « Chaque ville a sa propre identité thermique en fonction de ses matériaux, de sa topographie, de ses activités, car les usines relâchent de la chaleur, de ses espaces verts…, précise Alexandre Geffroy. Rouen, par exemple, a **des 'rues canyon'** qui sont des rues étroites avec des bâtiments hauts et ça, ça garde la chaleur, par blocage, notamment, de l'écoulement de l'air ».

La nuit, l'écart de température entre la ville et les campagnes environnantes peut atteindre près de 10 degrés. À Rouen, lors de la canicule de juin 2026, cet écart était tout de même de 6,2 °C dans la nuit du 25 au 26 juin.

Le phénomène est amplifié par le bitume et les matériaux minéraux qui emmagasinent la chaleur la journée, jusqu'à 65 degrés en surface pour l'asphalte, pour la restituer la nuit. Résultat : **des nuits dites « tropicales »** où la température ne descend pas sous les 20 degrés, **voire « étouffantes »**, au-dessus de 25 degrés.

Des conséquences sur la santé

Entre le 18 et le 30 juin 2026, Argenteuil a connu « 12 nuits tropicales, dont 11 consécutives », explique le chercheur. Du jamais vu. Rouen a toutefois connu des températures en peu moins élevées, mais **ses habitants souffrent** malgré tout. Ce manque de répit nocturne est particulièrement dangereux selon Alexandre Geffroy : « Le corps ne récupère pas. Tout cela créer **du stress physiologique**, surtout pour les personnes avec des facteurs de comorbidité ».

Le projet HELIOS travaille d'ailleurs avec des chercheurs du CHU de Rouen pour établir des liens entre vagues de chaleur et consommations de soins, avec un focus, notamment, sur les entrées aux urgences.

Pour Alexandre Geffroy, il est temps d'agir **pour les générations futures**. « En 2050, un été comme celui que nous connaissons aujourd'hui risque de devenir la norme », souffle le chercheur.

Rouen face aux canicules

La canicule de juin 2026 a de nouveau mis en avant la vulnérabilité du territoire. D'après les données collectées par les outils du projet HELIOS, sur quatre des six collectivités du projet, dont Le Havre, **les 40 °C ont été dépassés**. Sur la métropole rouennaise, le maximum a été enregistré le 25 juin avec 39,9 °C mesurés au Théâtre des Arts, pour une température ressentie proche des 45 degrés.

Historiquement, la ville n'est pas épargnée. Selon une étude de 2005

menée par l'ancien directeur de recherche au CNRS Jean-Pierre Besancenot, lors de la canicule de 2003, Rouen avait enregistré **une surmortalité** supérieure de 35 % à celle de Toulouse.

Quoi qu'il en soit, selon lui, « sur le versant écart de température entre ville et plaine rurale environnante, **on ne peut pas savoir si Rouen s'en sort mieux ou moins bien** que les autres villes en termes d'ICU ». Il faudra attendre quelques années pour établir des comparaisons plus fines entre les différents territoires concernés par le projet HELIOS.

Végétaliser la ville : la solution ?

Des solutions sont recherchées, à travers l'analyse de **428 espaces verts urbains** présents sur les six collectivités partenaires. L'objectif est de mesurer leur capacité réelle de rafraîchissement.

« **Le pouvoir de rafraîchissement d'un arbre**, c'est 80 % l'ombre et 20 % son évapotranspiration, pour faire simple », décrit Alexandre Geffroy. Mais leur efficacité reste limitée sans construire de corridors, de continuités. « Un espace vert n'exerce généralement qu'un effet rafraîchissant 100 mètres autour de lui », avoue le scientifique. Une poignée de plantes et quelques jeunes arbres n'auraient donc quasiment aucun effet mesurable en dehors de leur propre site.

Les simulations menées par l'équipe suggèrent tout de même que « remplacer 30 à 40 % du minéral par du végétal permettrait de réduire les températures moyennes de 2 à 3 degrés ».

Une chose est sûre, climatiser artificiellement les zones urbaines n'est pas une solution durable. « Ça augmenterait les températures moyennes de 2 à 3 degrés à cause de la chaleur dégagée par les appareils, c'est un effet rebond », dénonce le chercheur.

L'avenir de ces recherches

Le projet HELIOS doit s'achever le 31 décembre 2026. Une journée de restitution des résultats, ouverte à touts et tous, est prévue le 1er décembre au Pavillon des Transitions, à Rouen. Les données collectées seront, à l'issue, progressivement intégrées au Centre d'expertise scientifique sur les multirisques (CESM) de l'université avec l'idée de **les rendre accessibles** à « monsieur et madame tout le monde ».

Au-delà de l'échéance, Alexandre Geffroy voit surtout en HELIOS un point de départ : « On a plein d'idées, 40 ans de recherches devant nous. **On est aux prémices** ». Un travail que le chercheur veut faire main dans la main avec les professionnels de tous horizons confondus ainsi qu'avec la population. Pour les intéressés, une conférence de vulgarisation scientifique se tiendra les 18 et 19 novembre 2026 à la Maison de l'Université de Mont-Saint-Aignan.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

À Dieppe, un véhicule électrique tout neuf pour la police municipale

Aude Alexandre

1–2 minutes

Les moyens matériels mis à disposition des agents de police de la Ville de Dieppe sont renforcés. Un nouveau véhicule, entièrement électrique, complète l'équipement de la police municipale de Dieppe. Cet équipement vient répondre à un besoin des agents municipaux de Dieppe dont les moyens humains ont également été renforcés pour l'été avec la présence de saisonniers.

Du renfort sur le terrain

Nicolas Langlois, maire de Dieppe, a annoncé la nouvelle ce lundi 13 juillet. Il déclare : *« Dieppe vit toute l'année. Et alors que la belle saison bat son plein, la présence de nos agents sur le terrain est essentielle. Dans tous les quartiers de la ville. Sur le front de mer. Sur la jetée de nouveau ouverte au public. C'est pourquoi nous renforçons aussi les effectifs avec l'arrivée d'agents saisonniers. »*

Le véhicule est, par ailleurs, aménagé de sorte à pouvoir transporter les animaux errants.

actu.fr

Base de loisirs de la Varenne : le préfet valide un budget axé sur le remboursement des dettes

Marie LEMAISTRE

6–7 minutes

Pour la deuxième année consécutive, la préfecture a arrêté le budget du syndicat gestionnaire de la base de loisirs de la Varenne après le rejet du projet par les élus du syndicat.

Sur le même thème

Base de la Varenne

Article réservé aux abonnés

Antoine Brument est le maire de Martigny (Seine-Maritime), la commune la plus proche, et potentiellement la plus impactée par les activités de la base. ©Les Informations dieppoises / Marie Lemaistre

Par Marie LEMAISTRE Publié le 16 juil. 2026 à 17h55

Pour la deuxième année consécutive, la préfecture a dû statuer sur le budget primitif du syndicat intercommunal d'études et d'aménagement de la basse vallée de la Varenne, propriétaire de l'ancienne **base de loisirs de la Varenne** à Saint-Aubin-le-Cauf (Seine-Maritime).
Le comité syndical a rejeté, à 17 voix contre deux, le projet de budget proposé par **Antoine Brument**, maire de Martigny, élu au mois d'avril président du syndicat à la suite des dernières élections municipales. « Un budget dont le seul but était de régler les dettes du syndicat cette année », assure ce dernier.
Le préfet de la Seine-Maritime a donc saisi la CRC, la **chambre régionale des comptes** de Normandie. Par un avis de contrôle budgétaire daté du mois de juin, la chambre a formulé ses propositions pour régler le budget, arrêté au final à **186 266 €.**
La préfecture l'a finalement arrêté **le 8 juillet 2026.**

Une dette soldée le 10 juillet

La CRC confirme que la base, désaffectée depuis plusieurs années, requiert un budget tourné vers l'apurement de ses dettes. N'ayant pour source de financement quasi exclusive que les participations des 11 communes membres, le syndicat doit en réévaluer le montant, porté non plus à 33 948 € mais à 48 946 € de contribution chacune.

Le montant ajouté correspond à la part investissement du dernier remboursement d'emprunt.

La chambre relève par ailleurs que le syndicat n'a « pas fait systématiquement » les démarches nécessaires pour régler ses

dettes dès qu'il disposait de trésorerie suffisante, en 2025 comme en 2026.

Deux dettes restaient à rembourser par le syndicat : l'une relevant d'un prêt bancaire effectué en 2007 et une autre due au PETR, le pôle d'équilibre territorial et rural, au titre d'une subvention de 2021 jugée indue.

Un peu plus de 50 000 euros équivalents à la dernière échéance de l'emprunt bancaire, que le syndicat avait été condamné à rembourser en juillet 2024 par le tribunal judiciaire de Dieppe, a pu être réglé définitivement le 10 juillet.

Il reste toutefois une dette au syndicat : les 42 400 € dus au PETR, au titre d'une subvention à laquelle la préfecture s'était opposée, estimant que l'établissement n'avait pas la compétence tourisme. Cette somme, qui ne porte pas d'intérêts, doit être réglée « très prochainement », en une seule fois.

« Sous peu, les dettes seront soldées, assure le président. On sait, aujourd'hui, que le syndicat a les moyens de régler ses dettes à l'issue de ce budget. »

L'an dernier déjà, la préfecture avait retoqué le budget porté par Chantal Cottereau, maire du Bois-Robert et prédécesseure d'Antoine Brument. Le montant total intégrait par anticipation le montant attendu de la vente du site.

Un budget nettement plus lourd en termes de reste à charge pour les communes en avait résulté, la contribution de Saint-Nicolas-d'Aliermont, représentant un tiers de la population du périmètre, a écopé à elle seule de 60 000 € de reste à charge.

En vente depuis 2021, la cession du site de 32 hectares est toujours dans l'impasse. Un compromis a été signé en juin 2024 pour un montant de 700 000 €, très inférieur, selon Antoine Brument, à

l’estimation à 1 250 000 € effectuée par le service des domaines.

L’acquéreur pressenti est le groupe Sun Invest. Mais, derrière cette entité, d’après l’élu, le même porteur de projet que derrière le groupe Kapital, initialement engagé, puis placé en liquidation judiciaire.

Un recours en justice

Ce compromis, qui ne comporte pas de date d’échéance, est contesté devant la justice administrative par la commune de Martigny et l’association Écoloisirs de la Varenne, qui en ont attaqué la validité. « On est pieds et poings liés », résume Antoine Brument, qui a porté ce recours sous sa casquette d’élu.

Sans date d’échéance, l’acquéreur n’est soumis à aucune contrainte pour régler la somme demandée. « Une sortie unilatérale du compromis, pour l’une ou l’autre partie, entraînerait le versement d’une pénalité de 10 %, soit 70 000 € », indique Antoine Brument.

Déboutés en première instance par le tribunal administratif de Rouen en septembre 2024, ils ont fait appel. L’instruction est close et une date d’audience est désormais attendue.

La CRC, pour sa part relève que le syndicat n’a « aucune perspective raisonnable de cession de la base de loisirs d’ici la fin de l’exercice 2026 ».

Une réflexion sur la sécurisation engagée

Sur le site, la voile et l'aviron se pratiquent encore, ainsi que la pêche de loisir. L'accès étant assez libre, il fait régulièrement l'objet de dégradations et de vols. Le syndicat a engagé une étude de sécurisation avec les services de la gendarmerie nationale, en lien avec le maire de Saint-Aubin-le-Cauf, détenteur des pouvoirs de police sur la commune. Des journées d'entretien associant des agents des onze communes propriétaires devraient également avoir

lieu cette année. Ces décisions seront précisées lors du prochain bureau du syndicat prévu en juillet.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Toilettes saccagées, réserve d’eau communale dégradée… le coup de gueule de cette municipalité près de Dieppe

Maxime Cartier

~3 minutes

En l’espace de quelques jours, la commune de Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime) a recensé plusieurs incivilités commises, sur la réserve d’eau communale et les toilettes.

Sur le même thème

- Gendarmerie
- Réseaux sociaux

Les toilettes de Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime) ont fait l'objet d'incivilités. ©Les Informations dieppoises / Illustration

Par Maxime Cartier Publié le 16 juil. 2026 à 17h13

Sur les **réseaux sociaux**, la municipalité de Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime) a poussé un petit coup de gueule. Et pour cause, en l'espace de quelques jours, deux actes d'**incivilités** assez importantes ont eu lieu dans la commune.

La première a été commise dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 juillet 2026. Comme l'explique le maire, Jean-Marie Adam, la **réserve d'eau communale**, située non loin du nouveau cimetière, a été visitée par un ou plusieurs individus.

Des coups de lame ont été portés sur la bâche qui recouvre l'eau. Comme l'indiquent l'édile mais aussi la municipalité sur Facebook, cette réserve est destinée à récupérer les **eaux de pluie** pour arroser les massifs communaux.

La fin des toilettes gratuites ?

Le même week-end, les toilettes publiques situées à l'arrière de la mairie ont elles aussi été touchées. Traces et déjections sont visibles au sol, sur la cuvette des toilettes et à l'intérieur.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une situation « totalement inacceptable », commente la mairie sur ses réseaux sociaux, qui soutient les agents communaux, qui « n'ont pas à subir les conséquences du comportement irrespectueux de quelques individus ».

Si ces faits se reproduisent, la municipalité menace de supprimer les toilettes publiques en accès libre. Dans le cadre de son projet de rénovation de la mairie, elle pourrait envisager d'automatiser l'accès aux toilettes et par conséquent, le rendre payant.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

À Yvetot, Mana, le nouveau brunch de la ville ouvre ses portes

Elsa Golebiewski

5–6 minutes

Un nouveau brunch ouvre ce jeudi 16 juillet 2026, à Yvetot. À la carte : des produits locaux, une cuisine maison et l’ambition de rendre le manger sain accessible même entre deux rendez-vous professionnels.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Elsa Golebiewski

Publié: 17 Juillet 2026 à 08h12 Temps de lecture: 1 min

Dès 9 heures ce jeudi 16 juillet 2026, les portes de l'ancien bar à chichas d'Yvetot s'ouvriront sur une tout autre ambiance. À la place des narguilés, des pancakes, des toasts à l'avocat et une brioche perdue. Mana, le nouveau brunch de la ville, lance officiellement son activité.

Consultez l’actualité en vidéo

Derrière ce projet, un visage déjà connu des Yvetotais : Abdel, gérant de la discothèque de Sainte-Marie-des-Champs et d’un établissement de burgers à Yvetot. Une équipe de quatre personnes l’accompagne dans cette nouvelle aventure.

Une carte courte, imaginée avec passion

Le parti pris est assumé : une carte volontairement restreinte pour mieux mettre en valeur des produits frais et faits maison. Boulangerie, boucherie, primeur : les fournisseurs sont tous installés à Yvetot. La carte, amenée à évoluer régulièrement au fil des saisons, propose pour l’heure des pancakes salés, un camembert rôti, un burger, un avocado toast ou encore une gaufre de patate douce, pour un ticket moyen de 14 euros le plat. Côté sucré, cookie, brioche perdue et pancakes complètent l’offre.

Pas de carte de dîner ni d’alcool : Mana est ouvert de 9h à 18h et se positionne uniquement sur les créneaux du brunch et du goûter. L’idée, revendiquée par l’équipe, est de permettre de manger sainement en journée, y compris sur les heures de bureau ou lors d’un rendez-vous professionnel.

Le nom du restaurant a lui aussi son histoire. Mana est né de la contraction des prénoms des enfants du fondateur, Manel et Naïm. Un choix présenté comme une évidence par l’équipe, pensé comme un hommage au partage, à la famille et aux moments simples qui rassemblent.

Le rendez-vous est donc pris pour découvrir ce nouveau venu de la restauration yvetotaise.

MANA, Food & Brunch, 4 avenue du Général Leclerc, 76190 Yvetot

Lire aussi

« Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux

À Rives-en-Seine, plusieurs nuits de travaux pour finaliser les nouveaux équipements de la RD 982

Elle a vu grandir la Mission locale pendant 33 ans, elle en prend aujourd'hui la direction

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Yvetot (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot

À Yvetot, Mana, le nouveau brunch de la ville ouvre ses portes

[« Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux]

[À Rives-en-Seine, plusieurs nuits de travaux pour finaliser les nouveaux équipements de la RD 982]

« Un moment d'histoire » : à Rives-en-Seine, une plaque commémorative déposée sur le clocher de l'église

Elle a vu grandir la Mission locale pendant 33 ans, elle en prend aujourd'hui la direction

« Quand on porte un chapeau fait sur mesure, il vous va forcément » : Brigitte Varnier, modiste artisan d'art

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

À Fécamp, « Au Moment Suspendu » : une nouvelle vie pour Anne Barrier et les objets anciens

Didier Pichon

7–8 minutes

Changer d'époque en franchissant une porte. C'est la promesse d'« Au Moment Suspendu », la boutique d'Anne Barrier à Fécamp. Entre meubles, bibelots et objets anciens, cette passionnée redonne vie aux trésors d'autrefois et à leurs histoires.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Entourée d'objets d'autrefois, Anne Barrier partage sa passion pour ces témoins du passé auxquels elle offre une seconde vie. - Paris

Normandie

Par Didier Pichon

Publié: 17 Juillet 2026 à 07h14 Temps de lecture: 2 min

En poussant la porte de la boutique « Au Moment Suspendu », rue Alexandre-Legros à Fécamp, le visiteur change d'époque. Dans cette capsule du passé savamment créée par Anne Barrier, des chansons françaises des années 1940 et 1950 s'échappent d'un tourne-disque tandis que meubles, bibelots et objets d'antan occupent chaque recoin avec soin. Posés sur une table, une étagère ou même à même le sol, ces trésors du passé composent un décor chaleureux qui invite à la flânerie et à la nostalgie. *« Ici, chaque objet raconte une histoire. C'est ce qui me passionne »*, confie Anne Barrier, 50 ans. Une passion qui transparaît dans chaque détail de sa boutique, dont la vitrine attire les regards des passants et suscite la curiosité.

Consultez l'actualité en vidéo

> « Quand j'étais petite, je suivais mon père lorsqu'il allait chiner. »
>
> **Anne Barrier**

Derrière cet univers singulier se cache un parcours marqué par les changements de vie et les coups de cœur. Originaire de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, Anne, en tant qu'élève, suit d'abord un parcours classique avant de devenir infirmière. Diplômée, elle exerce ce métier jusqu'en 2015. *« C'est un beau métier, que j'ai exercé avec passion »*, souligne-t-elle. Par la suite, pour des raisons personnelles, elle rejoint une mutuelle d'entreprise où elle accompagne et conseille les adhérents. Mais depuis l'enfance, une autre passion l'habite. Celle

des objets anciens, héritée de son père. *« Quand j'étais petite, je suivais mon père lorsqu'il allait chiner. Au début, je n'aimais pas trop cela, parce qu'il fallait beaucoup marcher. Puis, au fil du temps, j'y ai pris goût. Mon père cherchait toujours l'objet qui trouverait sa place dans la maison familiale et il s'intéressait à son histoire. Aujourd'hui, j'ai gardé cette fibre et cette passion pour les objets insolites qui ont quelque chose à raconter ».*

Une mutation qui guide vers Fécamp

Avec son compagnon, Anne a longtemps projeté de quitter la région parisienne pour s'installer au bord de la mer. Leur destination a d'abord été Mers-les-Bains. Mais une mutation professionnelle au Havre est venue modifier leurs plans. C'est finalement Fécamp qui s'est imposé. *« Nous sommes arrivés en 2021 et cela a été un véritable coup de cœur. Nous avons tout de suite pris nos marques et adoré cette ville. Nous avons d'abord loué un Airbnb, puis un meublé, avant d'acheter notre maison. »* Une nouvelle vie a alors commencé.

Un coup de cœur pour un lieu…

Très vite, Anne a imaginé ouvrir sa propre boutique au cœur de la cité des Terre-Neuvas. Restait à constituer un stock. Pendant trois ans, le couple a parcouru les brocantes, vide-greniers et marchés aux puces de la région. Les trouvailles se sont accumulées dans un box de stockage. *« On achetait et on entassait, en attendant le bon moment. »* Puis est venue la recherche d'un local. Le destin a semblé lui donner un coup de pouce. Une boutique de vêtements s'est libérée rue Alexandre-Legros au même moment, dans ce qui a aussi été par le passé une charcuterie. Anne n'a pas hésité longtemps. *« Après le coup de cœur pour la ville et sa plage, il y a eu celui pour cette boutique. »*

… qui est devenu « son antre »

À la fin du mois de novembre 2024, le rêve est devenu réalité. Anne a ouvert les portes de son rêve, appelé « Au Moment Suspendu » et depuis se consacre entièrement à son projet. *« Je vis boutique, je mange boutique, je dors boutique. Le week-end, nous allons chiner dans la région et, en début de semaine, je prends le temps de mettre en scène les nouvelles trouvailles dans mon antre. »* Au fil des mois, cet espace est devenu bien plus qu'un simple commerce. C'est un lieu de rencontres, de souvenirs et de transmission, où chaque objet retrouve une seconde vie et où Anne Barrier partage avec enthousiasme sa passion pour les histoires du passé.

Lire aussi

À Yport, une balade iodée pour tout savoir sur les algues et leurs saveurs insoupçonnées

300 conférences et 250 intervenants : depuis 25 ans, cette association amène la culture à la campagne

La plage de Fécamp décroche le Pavillon Bleu pour la 16e année consécutive

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

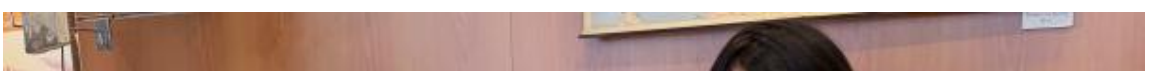
Fécamp (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp



[À Fécamp, « Au Moment Suspendu » : une nouvelle vie pour Anne Barrier et les objets anciens]

[À Yport, une balade iodée pour tout savoir sur les algues et leurs saveurs insoupçonnées]

[300 conférences et 250 intervenants : depuis 25 ans, cette association amène la culture à la campagne]

[La plage de Fécamp décroche le Pavillon Bleu pour la 16e année consécutive]

Éric Flamant récompensé par la médaille de bronze de la Jeunesse et de l'Engagement associatif

À Fécamp, une journée pour apprendre à mieux partager la route entre automobilistes et mobilités douces

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d’Europe de l’Est a ouvert au Havre

Paris Normandie

5–6 minutes

Situé au cœur des rues piétonnes au Havre, le bar L’Estouffe offre une ambiance underground qui fait directement écho à certaines échoppes de Budapest ou de Prague. Il a ouvert ses portes le 14 juillet 2026.

Ajouter Paris Normandie sur Google

L’équipe de L’Estouffe accueille le public depuis le 14 juillet - Paris Normandie

Par la rédaction

Publié: 16 Juillet 2026 à 20h40 Temps de lecture: 1 min

Terme générique désignant des bars et cafés au décor « underground » fait de graffitis et de meubles de récupération, les « ruin bars » sont très présents en Europe de l'Est et commencent à investir la France. Le tout premier du genre a ouvert ses portes mardi 14 juillet au Havre, dans les rues piétonnes.

Consultez l'actualité en vidéo

Concept de « ruin bar »

Géré par les associés Cyriac Basille et Boris Lombart, déjà propriétaires des établissements Batistin et Pokawa à quelques mètres de là, L'Estouffe Ruin Bar s'inspire des codes du genre. *« On a été contactés pour reprendre ce local*, explique Cyriac. *Or, on revenait de Hongrie et de République tchèque au même moment : on s'est alors dit que ce décor en béton, très symbolique du Havre, pouvait coller au concept des ruin bars, qu'on pouvait y créer une ambiance graphique différente de ce qui existe déjà chez nous. »*

Les lieux se prêtaient particulièrement à une ambiance très underground. - Paris Normandie

Ouvert tous les jours, du matin jusqu'à la nuit

Avec ses murs couverts de graffitis de l'artiste Keza, ses plantes semi-artificielles, ses baignoires recyclées en canapés, son étage privatisable, sa terrasse et encore son écran géant prêt à diffuser foot, rugby ou encore Formule 1, L'Estouffe se veut un lieu de vie ouvert tous les jours, de la pause matinale aux fins de soirée.

À l'étage, la porte des toilettes prend des allures de rame de métro. - Paris Normandie

« Notre carte est riche en cocktails, nous proposons sept bières à la pression et avons également une gamme de cafés développée, avec des chaïs, des matchas… et leurs alternatives végétales », poursuit le co-gérant.

Ici, les canapés ont été creusés dans d'anciennes baignoires ! - Paris Normandie

L'Estouffe n'en est encore qu'à ses balbutiements : Cyriac, Basille et leur équipe espèrent voir la décoration évoluer, accueillir des expositions et proposer également des soirées DJ le week-end.

L'Estouffe Ruin Bar, 101 rue Victore Hugo au Havre. Ouvert du lundi au dimanche de 10h à 2h.

Lire aussi

[Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?]

[Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le]

point actu jeudi 16 juillet

Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Ciné Toiles 2026 dans la métropole du Havre : quels seront les films projetés en plein air ?

[Nouveau : un bar au concept inspiré des pays d'Europe de l'Est a ouvert au Havre]

[Saint-François en fête, Vincent Sasso au HAC, film de Dubosc... le point actu jeudi 16 juillet]

Pourquoi des pompiers étaient suspendus à 35 mètres sur la plage du Havre ?

Guinguette, marché, fête du port… après des travaux, le quartier Saint-François du Havre revit

Football – HAC : La Ligue 1, « ce n'était pas quelque chose qui me hantait » assure Vincent Sasso

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Un salon de beauté aux multiples prestations ouvre à Dieppe

Mathieu Te Morsche

4–5 minutes

L'ancienne banque Société Générale à Neuville-lès-Dieppe (Seine-Maritime) a laissé place à un nouveau commerce. Il s'agit d'un salon de beauté pas comme les autres.

Sur le même thème

- Bien-être
- Commerce
- Nouveaux commerces

Article réservé aux abonnés

Gulsun Fontaine (à gauche) ouvre la première enseigne de Germany Dermonique en France. Ici avec Aude Oguz. ©Les Informations dieppoises

Par Mathieu Te Morsche Publié le 17 juil. 2026 à 6h00

Un **salon de beauté** pas comme les autres vient d'ouvrir ses portes à Neuville-lès-Dieppe (Seine-Maritime), à la place de l'ancienne Société Générale place Dunant. Voici Germany Dermonique : « L'idée c'est que le bien-être est aussi important que l'esthétique. On ne peut pas être bien à l'extérieur si on n'est pas bien à l'intérieur », présente Gulsun Fontaine, gérante du lieu.
Ce salon se veut donc aussi être un endroit où les clientes viennent pour se sentir mieux mentalement : à l'arrivée, elles remplissent une fiche où il est leur est demandée leur humeur, leur charge mentale…

» Le projet de ma vie «

Celle qui travaillait dans le prêt-à-porter dit qu'elle était « comme une psy » pour certaines personnes. Elle veut faire venir des prestataires dans son salon, qui proposeront par exemple de l'ostéopathie.

De multiples prestations sont proposées dans ce salon : ongles, amincissement, épilation laser, sourcils, sauna, électrolyse… Une des machines de sculptage du corps fait même un effet similaire à « 30 000 squats en 30 minutes », assure Gulsun Fontaine !

« J'ai voulu m'adapter avec des prix accessibles », ajoute-t-elle.

La marque Dermonique est présente dans d'autres pays, comme en Turquie, Allemagne ou Belgique, mais c'est le premier du nom en France.

« Cela fait depuis quatre ans que je travaille dessus, c'est le projet de ma vie », retrace la gérante, qui a refait entièrement l'intérieur.

Gulsun Fontaine met aussi en avant sa maladie, puisqu'elle est

atteinte de fibromyalgie : « Je veux donner de l'espoir », dit la maman de trois enfants.

Elle a documenté son aventure sur les réseaux sociaux : « Je montre ce que la maladie peut faire. Mais depuis cinq ans, je regarde devant moi ».

Pour ce projet, Gulsun Fontaine a été lauréate en 2024 de Citéslab, un dispositif qui accompagne les entrepreneurs dans les quartiers, et a été assistée par Frédérique Gerber, cheffe de projet : « C'est la maman des entrepreneurs », sourit Aude Oguz, belle-sœur de Gulsun Fontaine, et qui travaille au salon Dermonique également.

En plus d'être un lieu où on peut venir pour se sentir écouté, le salon de beauté fera office également de centre de formation pour les jeunes.

« Je veux donner de l'espoir à toutes celles qui sont malades », glisse Gulsun Fontaine.

Le salon est situé au 8 place Henri-Dunant à Neuville. Ouvert du lundi au samedi, de 10 h à 19 h. Contact : 07 49 80 51 11. Réservations sur la plateforme Planity. TikTok : gulsun.glow.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. "Je n'avais jamais connu ça" : après la canicule, des récoltes de blé en deçà des espérances

Ghislain Annetta

3–4 minutes

"Je n'avais jamais connu ça." Ludovic Follet à Blacqueville, près de Barentin, ou Jocelyn Pesqueux à Allouville-Bellefosse, à côté d'Yvetot, ont terminé les moissons de blé au mardi 14 juillet. C'est évidemment la chaleur de ce début d'été qui explique la récolte précoce. Le grain est arrivé très (trop ?) tôt à maturité. Il fallait le ramasser pour ne pas le griller.

Conséquences sur les rendements

A Angerville-Bailleul, village proche de Goderville, François Paquin se souvient de moissons achevées en juillet 1989. *"J'étais parti en camp de vacances. Mon père venait d'acheter une machine. Il avait laissé une bande à récolter pour que je puisse m'en servir à mon tour."* Evidemment, ça marque. Toutefois, le contexte n'est pas qu'anecdotique. La canicule a eu des conséquences sur les rendements. *"Nous sommes entre 90 et 95 quintaux à l'hectare"*, souligne l'Angervillais. Un résultat qui peut paraître correct mais qu'il considère comme une déception. *"Au moment des semis, tous les indicateurs étaient au vert. Au printemps, encore, tout laissait*

présager une bonne récolte. Et là, nous ne sommes pas à nos références habituelles."

"Nous subissons des coûts de production élevés"

Avec une température mesurée à plus de 34°C, le grain affiche un taux d'humidité très bon (11,2%) et un poids spécifique intéressant (84,10). En revanche, côté protéines, le chiffre (10,8) est en dessous de celui de 2025 (12) qui était une année exceptionnelle. *"Au-delà des chiffres, il faut tenir compte du contexte*, souligne l'agriculteur qui fournit son blé à la coopérative Noriap. *La baisse des rendements survient alors que nous subissons des coûts de production élevés. Le coût de l'azote pèse sur nos exploitations et le cours des céréales est en dessous de 200 euros la tonne. Nous sommes confrontés à un effet ciseau"*, remarque François Paquin.

"Des flammes sont apparues"

"Les cours sont un peu remontés", note, de son côté, Jocelyn Pesqueux. Chez lui, les rendements oscillent *"entre 80 et 90 quintaux à l'hectare"* selon les parcelles. *"Par rapport à d'autres régions, il ne faut pas se plaindre"*, glisse-t-il. La chaleur et la sécheresse qu'elle occasionne lui ont quand même valu une belle frayeur.

- **A lire aussi.** [Vidéos + photos] Près de Lillebonne. Important incendie : plus de deux hectares d'un champ de blé partis en fumée

  "Alors que j'étais dans un champ à la limite entre Ecretteville-lès-Baons et Hautot-le-Vatois, un roulement a chauffé sur l'enrouleur. Des flammes sont apparues." Les dégâts sont limités : deux boules de paille ont été cramées. *"Heureusement, il était 22 heures et pas 16 heures. J'avais un extincteur et de l'eau avec moi. Et surtout, un collègue est tout de suite venu déchaumer autour, ça a limité la propagation."* A Angerville-Bailleul aussi, François Paquin avait un

déchaumeur en bout de parcelle. Au vu des nombreux départs de feu pendant ces moissons, l'outil était indispensable.

paris-normandie.fr

Piqué lors d’une baignade ? Voici ce qu’il faut savoir sur les vives et méduses…

Adam Saidane

7–9 minutes

Brûlures, nausées, sensation de paralysie… Sur les plages du littoral, vives et méduses sont bien présentes depuis le début de la saison.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Adam Saidane

Publié: 17 Juillet 2026 à 08h29 Temps de lecture: 1 min

Sur les plages du littoral, l'été ne rime pas seulement avec baignade et farniente. Pour les sauveteurs de la SNSM de Mers-les-Bains, ce sont des vagues d'interventions depuis le début de la saison : une vilaine vive par-ci, une méchante méduse par-là. Un classique estival sur toute la côte, ces piqûres et brûlures sont généralement bénignes mais très douloureuses.

La SNSM de Mers-les-Bains a recensé jusqu'à 15 piqûres de vives par jour ces dernières semaines. - Adam Saidane

La vive est un poisson de 15 à 20 cm qui s'enfouit dans le sable près du bord de l'eau, ne laissant dépasser que sa tête et sa queue. Sur son dos, des rayons dressés en cas de menace libèrent un venin injecté dès que l'on marche dessus. « *Les piqûres par des vives sont*

fréquentes », confirme Faustine Bachelet, assistante chef de poste de la SNSM. Ces dernières semaines, *« il y en a eu jusqu'à quinze par jour »*.

Plus de peur que de mal

Bien qu'elle puisse effrayer les vacanciers, la piqûre de vive n'est pas létale, mais douloureuse. Sa victime peut sentir une brûlure intense, pouvant remonter dans la jambe si le pied est touché, accompagnée de rougeurs et de gonflements. « *On met la zone touchée dans l'eau chaude* (à 40°C-45°C) *pendant 30 minutes, voire plus, pour que ça passe* », explique la sauveteuse. Le remède fait effet « *assez vite car son venin est thermolabile* », complète José Dousselin, sauveteur qualifié. Il se désactive sous l'effet de la chaleur.

Les piqûres de vives et de méduses sont un classique estival sur toute la côte, généralement bénin mais très douloureux. - Kevin Devigne

La douleur peut durer plusieurs heures, avec parfois de la nausée ou des vomissements, bien que rarement chez une personne en bonne santé. « *Ça gonfle et ça fait mal, mais ça dépend des gens* », précise

Faustine Bachelet. S'il reste une épine dans la plaie, il faut avant tout désinfecter, recommande la pharmacie des Embruns, au Tréport. En cas de plaie profonde ou si une épine est restée dans la peau, mieux vaut consulter rapidement. La pharmacie rappelle également l'importance de vérifier que son vaccin contre le tétanos est à jour en cas de plaie.

Les méduses, plus rares mais tout aussi irritantes

Moins fréquentes que les vives sur ce littoral, les méduses font leur arrivée avec les récents épisodes de fortes chaleurs et restent surveillées de près. « *Il y a eu une journée où l'on a soigné six brûlures* », se souvient Faustine Bachelet.

Moins fréquentes sur notre littoral, les méduses, ici une méduse boussole ou rayonnée, font leur arrivée avec les récents épisodes de fortes chaleurs et restent surveillées de près. - Photo CP

Leurs tentacules portent des cellules urticantes qui libèrent une substance au contact de la peau, provoquant brûlure, démangeaison ou douleur. En cas de brûlure, il faut d'abord rincer la zone à l'eau de mer, sans frotter, puis retirer délicatement les éventuels tentacules avec un objet rigide ou une pince. Une source de chaleur (eau chaude supportable ou serviette chaude) peut ensuite être appliquée pendant une vingtaine de minutes, le venin de la plupart des méduses présentes sur nos côtes étant lui aussi thermolabile.

En cas de réaction allergique importante (malaise, difficultés à respirer, gonflement du visage ou de la gorge), il faut appeler immédiatement les secours. Pour une réaction locale qui persiste ou s'aggrave, mieux vaut consulter un médecin.

Pas de remède miracle, mais quelques réflexes utiles

« *Il n'existe pas de répulsif pour cela* », explique la pharmacie des Embruns. Pas de méthode scientifique pour prévenir ces surprises, donc… Mais pour les vives, il existe pourtant une parade à laquelle les baigneurs ont l'habitude : tongs, chaussures en plastique ou chaussons de mer à semelle rigide, qui protègent en marchant sur le sable ou les galets.

Face aux méduses, il existe plusieurs points de vigilance tentaculaires. Leur présence varie selon les courants, les vents, la disponibilité en plancton, leur nourriture préférée, et les conditions météo. Se déplaçant souvent en groupe, une méduse aperçue dans l'eau ou échouée sur le sable en annonce généralement d'autres à proximité. Même mortes, elles restent venimeuses : mieux vaut ne jamais les toucher ni les sortir de l'eau, préviennent les sauveteurs.

Le réflexe le plus simple : se renseigner auprès du poste de secours avant la baignade, où la présence de vives ou de méduses est fréquemment affichée, ou directement auprès des sauveteurs sur la plage.

Lire aussi

[À Dieppe, un festival d'aventure sonore et poétique : Rotule vers le futur 2, ces 17 et 18 juillet]

[Il brûle des déchets dans le pays de Bray : le feu se propage à la végétation]

[Dieppe : que s'est-il passé sur le pont Colbert ce 15 juillet ?]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Mers-les-Bains (Somme) Le Tréport (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

Piqué lors d'une baignade ? Voici ce qu'il faut savoir sur les vives et méduses…

[À Dieppe, un festival d'aventure sonore et poétique : Rotule vers le futur 2, ces 17 et 18 juillet]

[Insolite en pays de Bray : « Plumeau, le petit étourneau qui a choisi notre famille »]

[À Dieppe, l'enquête progresse après la fuite gazeuse orangée dans l'usine Olatein]

[À Dieppe, un véhicule électrique tout neuf pour la police municipale]

[Mais qui va inviter des enfants et des mamies à l'opéra, à Dieppe ce 17 juillet ?]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

ouest-france.fr

Canicule : une hausse massive des hospitalisations a été observée par l’ARS en Normandie

Lise Hauchecorne

6–8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

L’Agence régionale de santé de Normandie a publié, mercredi 15 juillet 2026, son bilan de l’impact de la canicule sur la santé dans la région. Elle y dévoile une forte augmentation des hospitalisations causées par les fortes chaleurs, comparable à celles évaluées fin mai 2026.

L’ARS observe une forte hausse des hospitalisations en lien avec la canicule entre mai et juillet 2026. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

L’ARS a livré, ce mercredi 15 juillet 2026, son bilan sur l’impact de la

canicule en Normandie. L'institution constate une hausse importante des hospitalisations dans la région. Elle témoigne ainsi d'«une augmentation des recours aux soins d'urgence» comprenant des problèmes de santé liés à de l'hyperthermie, des coups de chaleur, de l'hyponatrémie (diminution de la concentration de sel dans le sang) et à la déshydratation, à «un niveau similaire à la canicule de fin mai 2026». En juillet, 58 % des passages aux urgences se soldent même par une hospitalisation, contre 45 % en mai.

En période de canicule, le taux de passages aux urgences pour des symptômes liés aux fortes chaleurs est, par ailleurs, bien plus élevé que la normale. Habituellement situé en dessous de 0,5 % dans le réseau de l'Organisation de la surveillance coordonnée des urgences (Oscour®), ce taux dépasse les 1% pendant les vagues de mai et de juillet, et va même au-delà des 4 % en juin.

Calcul réalisé par l'ARS Normandie, entre mars et juin 2026, sur le nombre d'accueils en urgence causés par des symptômes liés à de l'hyperthermie, des coups de chaleur, de l'hyponatrémie (diminution de la concentration de sel dans le sang) et à la déshydratation. | CAPTURE D'ÉCRAN DU BILAN SANTÉ DE L'ARS

Une vague moins intense que celle de fin juin

Entre le 10 et le 13 juillet 2026, la Normandie était placée en vigilance orange par Météo France (exceptée pour l'Orne, en vigilance rouge du 11 au 13 juillet). Durant cette période, l'ARS note une augmentation des hospitalisations après un passage aux urgences «à un niveau supérieur de celui observé lors de la canicule fin mai».

Lire aussi : Épisode de canicule : en Normandie, 50 % de décès supplémentaires fin juin par rapport à la semaine précédente

Les recours aux soins concernant un souci de santé en lien avec les

fortes chaleurs sont néanmoins restés plus faibles que lors de la vague de canicule de fin juin.

L'ARS encourage à adopter «des mesures de prévention», notamment une hydratation régulière, des moments dans des endroits frais et des sorties en dehors des heures les plus chaudes.

ici.fr

"C'est un coup au quartier" : le départ de deux généralistes laisse des patients sur le carreau sur les hauts de Rouen

Bradley de Souza

5–6 minutes

Bradley de Souza

Publié le jeudi 16 juillet 2026 à 17h18

Deux médecins généralistes sont partis à la retraite et ont fermé leur cabinet fin juin dans le quartier de la Grand'Mare à Rouen, laissant des centaines de patients sur le carreau. Ces médecins n'ont pas été remplacés et la plupart des patients ont appris la nouvelle soudainement.

Dans le quartier de la Grand'Mare sur les hauts de Rouen, **le départ à la retraite** de deux médecins généralistes est encore au cœur des discussions. Fin juin, ils ont fermé leur cabinet, laissant un millier de patients sur le carreau. "*J'y allais, mon médecin traitant était là-bas. J'ai dû retrouver un autre médecin*", explique Moustapha, retraité, qui avait l'habitude de consulter dans ce cabinet. "*J'étais également suivi par un des deux médecins depuis des années*", poursuit de son côté Christophe.

"*Depuis que le cabinet a fermé, je suis obligé de chercher un autre*

médecin et pour l'instant, je n'en ai pas trouvé. Aujourd'hui, c'est très difficile ***de trouver des médecins qui prennent de nouveaux patients***", ajoute cet habitant qui venait de Bihorel pour consulter. "*Accident de travail, grippe, oui, je consultais ici. C'est un coup au quartier*".

Cette annonce a été soudaine pour la plupart des patients. "*Nous suivons* ***les départs de généralistes*** *de très près parce que l'on sait que ce sont des situations très complexes pour les patients, qu'on a un problème d'accès à la médecine, pas qu'en zone rurale, en ville aussi. Dans les quartiers populaires également*, analyse Clémentine Le Duey, adjointe à Rouen en charge de la Santé.

Une pénurie de médecins

Pour les patients du quartier de la Grand'Mare qui se retrouvent sans médecin, la Ville les redirige vers les structures. "*L'idée, c'est de ne pas engorger les urgences. On travaille avec la CPTS (Communauté professionnelle territoriale de santé) Rouen Cœur Métropole pour l'accès au médecin traitant. Elle recense les médecins qui ont encore quelques places, même si c'est difficile à trouver. On travaille avec les médecins, on travaille* ***pour faire venir des médecins****, à en avoir plus même si c'est une pénurie nationale",* détaille l'adjointe rouennaise en charge de la santé.

En neuf ans, la ville de Rouen a perdu une vingtaine de généralistes. "*Ce n'est pas qu'une situation rouennaise. Dans toute la France, on est dans cette situation. On a des* ***médecins qui vieillissent****, une population qui vieillit aussi et les besoins de santé sont plus importants*", poursuit l'élue. "*Il n'y a pas assez de médecins formés malheureusement, c'est lié au numerus clausus. On doit encore les former, ces médecins, et les universités ont aussi très peu de place pour les former*".

La Ville de Rouen, qui n'a pas la compétence santé sur le sujet, possède tout de même quelques leviers pour pallier le manque de médecins. "*Dans nos ambitions, on veut créer* ***des centres de santé municipaux*** *où les médecins seront salariés de la ville. Les praticiens veulent* ***travailler en collaboration*** *de plus en plus et non tout seul. Ils veulent aussi travailler avec des horaires, avoir* ***une organisation ville-hôpital*** *plus efficiente et donc aller vers ces centres de santé, c'est travailler à une nouvelle médecine et nous on veut accompagner ces projets-là et on le fait déjà avec les maisons de santé*", renchérit Clémentine Le Duey.

Le projet est toujours d'avoir un centre de santé municipal rive gauche et un autre rive droite à Rouen.

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur “s’abonner”, j’accepte que Radio France puisse m’adresser des emails (en fonction de mes abonnements) ainsi que suivre les ouvertures des messages à des fins de personnalisation des services, étant informé(e) que je peux refuser ce suivi à tout moment via un lien dans chaque message reçu. Le cas échéant, les choix déjà enregistrés par Radio France continueront de s’appliquer.

Continuez votre lecture

Passer la section

- INFO ICI NORMANDIE. Le centre de santé Mediksanté, rue du Général-Leclerc, en plein centre-ville de Rouen, va définitivement fermer ses portes ce vendredi 10 avril 2026. Ouvert en janvier 2022, il a pris en charge entre dix et quinze mille patients.

Le 07/04/2026 à 18h55

- La ville des Andelys (Eure) va accueillir plusieurs professionnels de santé. Un pôle médico-social est en cours de construction sur le site de l'ancien hôpital Saint-Jacques. Trois médecins vont s'installer dans la maison de santé dont l'ouverture est prévue au premier semestre 2026.

  Le 28/08/2025 à 10h43

- Ouvert en 2021, le pôle de santé libéral de Cany-Barville a perdu depuis ses deux médecins généralistes et peine à leur trouver des successeurs. La Cour Régionale des Comptes Normandie alerte sur cette situation.

  Le 05/08/2025 à 6h13

- L'agence régionale de santé en Normandie a procédé à des réquisitions face à la grève des médecins libéraux qui doit se terminer ce jeudi 15 janvier 2026. À Rouen, la clinique de l'Europe a dû annuler l'essentiel de son activité programmée.

  Le 14/01/2026 à 11h05

Autour de chez vous

Passer la section

bfmtv.com

Un chamboule-tout avec les visages de figures de droite et d'extrême droite organisé lors d'un évènement de...

Aubert Guinamard avec Elisa Lanzarone

3–4 minutes

Conserves avec des photos de personnalités publiques de droite et d'extrême droite - Maxime Da Silva

La France insoumise a organisé ce mardi 14 juillet un événement "populaire et antiraciste" à Rouen. Plusieurs activités ont été proposées, dont un chamboule-tout a l'effigie de personnalités politiques de droite et d'extrême droite. Le député RN Robert Le Bourgeois, fortement agacé, a saisi la présidente de l'Assemblée nationale.

Un chamboule-tout qui fait polémique. Alors que La France insoumise a organisé, le mardi 14 juillet, un événement "populaire et antiraciste" à Rouen, à l'initiative de groupes locaux du parti de Jean-Luc Mélenchon.

Parmi les personnes réunies figuraient notamment les élus insoumises Danièle Obono, députée de Paris et Alma Dufour, députée de Seine-Maritime.

Pendant l'événement, un chamboule-tout a été organisé avec le visage de plusieurs élus de droite et d'extrême droite collés sur les boîtes de conserve. Parmi eux, le député RN de la 10e circonscription

de Seine-Maritime, Robert Le Bourgeois mais aussi Marine Le Pen, Bruno Retailleau ou encore Donald Trump et Vladimir Poutine.

Ce contenu ne peut pas être affiché

Ce contenu ne peut pas être affiché sans votre consentement car il implique l'utilisation de cookies déposés par son fournisseur. Ces cookies peuvent notamment permettre de mesurer l'audience, personnaliser le contenu ou suivre votre navigation. Pour afficher ce contenu, vous pouvez :

Paramétrer vos choix afin d'accepter uniquement les cookies liés à ces contenus tiers en cliquant sur « Paramétrer les cookies ». Vous pouvez à tout moment modifier vos choix et retirer votre consentement en cliquant sur « Paramétrage des cookies » figurant en bas de page de ce site.

Pour en savoir plus, vous pouvez également consulter notre politique de protection des données personnelles. Sans votre consentement, ce contenu ne peut pas être affiché

"Des sanctions exemplaires à l'égard des élus qui s'y sont associés"

Dès la prise de connaissance de cette activité, Robert Le Bourgeois a décidé de saisir la présidente de l'Assemblée nationale, "afin que Mesdames Dufour et Obono, invitées d'honneur de cet événement, soient rappelées à l'ordre", indique-t-il dans un communiqué.

Avant d'ajouter: "ce 'jeu' pourrait absolument faire l'objet d'une plainte pour provocation à la haine, à la violence ou à la discrimination à l'encontre de ses auteurs. J'exige donc des sanctions exemplaires à l'égard des élus qui s'y sont associés", précise-t-il dans un communiqué.

En réponse, Maxime Da Silva, chef de file LFI de Rouen, n'y voit lui

qu'une parodie, comme le rapporte France 3 Normandie. "On voit là les volontés de censure de l'extrême droite! Le droit à la satire, à la parodie dans ce pays a toujours existé. Il y a toujours eu des fêtes et des carnavals qui sont des exutoires pour les gens qui luttent. Ça existe depuis des siècles et sur tous les continents. Il n'y a rien de violent là-dedans", termine-t-il.

En 2022, un chamboule-tout d'Adrien Quatennens représentant des membres du gouvernement avait été organisé. Et en 2023, un tweet du député Thomas Portes posant fièrement le pied sur un ballon à l'effigie du ministre Olivier Dussopt avait été posté.

paris-normandie.fr

« Un moment d’histoire » : à Rives-en-Seine, une plaque commémorative déposée sur le clocher de l’église

Brice Recotillon

6–7 minutes

La restauration en cours du clocher de l’église Notre-Dame, à Rives-en-Seine, a permis de découvrir une plaque commémorative vieille de 142 ans. Un pan d’histoire locale qui est désormais accompagnée d’une nouvelle plaque, dans des dimensions similaires, posée le 15 juillet 2026.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Brice Recotillon

Publié: 16 Juillet 2026 à 15h35 Temps de lecture: 2 min

La restauration des édifices religieux est l'occasion de mettre à jour les trésors cachés par les tailleurs de pierres dans les importants blocs de bétons. Une manière de transmettre des messages intemporels via leur savoir-faire manuel. *« C'est une pratique assez courante et ça ne se voit pas à l'œil nu »*, nous précise-t-on.

Une plaque centenaire

Sur l'imposant chantier de réfection de l'église Notre-Dame, à Rives-en-Seine, un pan de l'histoire locale s'est révélé aux yeux des employés de l'entreprise dévilloise Lanfry. Une plaque commémorative vieille de 142 ans a été découverte lors des opérations de démontage de l'ensemble de la flèche du clocher.
« Arrivé sur les premières assises, on a découvert une plaque qui avait été posée en le 14 juillet 1884, retrace le maire Bastien Coriton. *C'est toute une symbolique aussi, à une époque où l'Église et l'État n'étaient pas encore séparés. »*

Un marqueur temporel

Cette plaque joue le rôle de marqueur temporel puisqu'elle fait mention des noms du maire, de l'architecte du patrimoine ou encore du propriétaire de l'édifice il y a deux siècles. Un bien précieusement conservé à l'abri des regards, qui a été restauré en même temps que les blocs de bétons (pesant entre 250 kg et une tonne) soutenant le clocher. *« On n'arrive difficilement à lire ce qu'il y a d'inscrit »*, pouvait-on entendre lors de la visite de chantier.

> Cette plaque marque vraiment un chantier d'envergure pour la commune.
>
> **Bastien Coriton**, Maire de Rives-en-Seine

Depuis le 15 juillet 2026, la plaque centenaire dispose d'une voisine située à quelques mètres au-dessus d'elle, sur la troisième assise. Une pierre qui jouera également le rôle d'indicateur temporel dans plusieurs siècles. *« C'est un moment d'histoire de la commune et c'est particulièrement émouvant d'être là aujourd'hui*, indique Bastien Coriton. *Cette plaque marque vraiment un chantier d'envergure pour la commune. »*

Un travail minutieux

Place désormais au minutieux remontage de blocs de bétons composant la flèche de l'église. Les pierres ont été soigneusement conservées à basses températures, au sein de l'entreprise Lanfry, pour permettre un séchage optimal avant des analyses complètes. 30 % d'entre elles vont être utilisés sur le gros œuvre *« grâce au travail soigneux de découpage des blocs »*. Les pierres non conservées sont quant à elles stockées en attendant la validation de l'Architecte du patrimoine et des services de l'État.

« On est dans une logique de développement durable pour le monument historique, en prolongeant la vie des pierres en bon état, décrit Judicaël de La Soudière Niault, architecte du patrimoine. *Ce qui est intéressant dans ce chantier, c'est à la fois de montrer le savoir-faire actuel de cette entreprise pour faire de la taille neuve, donc de faire des pierres neuves, sculptées et moulurées avec une très haute qualité. »*

Il reste désormais trois phases de travaux avant que l'église Notre-Dame ne retrouver son clocher flambant neuf. D'ici là, les deux plaques commémoratives seront pleinement intégrées à un édifice qui ne demande qu'à retrouver son rayonnement.

Lire aussi

À Yvetot, Mana, le nouveau brunch de la ville ouvre ses portes

« Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux

À Rives-en-Seine, plusieurs nuits de travaux pour finaliser les nouveaux équipements de la RD 982

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rives-en-Seine (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot

À Yvetot, Mana, le nouveau brunch de la ville ouvre ses portes

« Je suis soulagée » : le corps de Jocelyne Frechon retrouvé à Terres-de-Caux

[À Rives-en-Seine, plusieurs nuits de travaux pour finaliser les nouveaux équipements de la RD 982]

[« Un moment d'histoire » : à Rives-en-Seine, une plaque commémorative déposée sur le clocher de l'église]

Elle a vu grandir la Mission locale pendant 33 ans, elle en prend aujourd'hui la direction

« Quand on porte un chapeau fait sur mesure, il vous va forcément » : Brigitte Varnier, modiste artisan d'art

Voir plus d'articles

Juste pour vous

bfmtv.com

"Elle a bien voyagé": la tapisserie de Bayeux n'a subi "aucune altération visible" lors de son transfert à...

V.G.

3–4 minutes

- BFM
- -Culture

Publié aujourd'hui à 08h27

Lire dans l'app

La tapisserie de Bayeux, le 13 septembre 2019, à Bayeux dans le Calvados. (Photo d'archive) - LOIC VENANCE © 2019 AFP

La tapisserie de Bayeux a été extraite ce jeudi du caisson dans lequel elle a été acheminée en Angleterre. Elle sera exposée au British Museum à partir du 11 septembre prochain.

La tapisserie de Bayeux a été extraite ce jeudi 16 juillet à Londres de son caisson dans lequel elle avait été acheminée la semaine dernière et n'a subi "aucune altération visible" pendant ce voyage, a affirmé à l'AFP une responsable du ministère de la Culture français.

"Je suis en mesure de vous confirmer qu'il n'y a eu aucune altération visible et que la tapisserie a bien voyagé", a déclaré Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture, depuis le British Museum de Londres.

À l'issue d'une opération à hauts risques pour sa conservation, cette broderie millénaire de près de 70 mètres de long avait été acheminée le 10 juillet au British Museum pour un prêt d'un an décidé en 2025 par le président français Emmanuel Macron.

Transportée à Londres sous haute surveillance et par camion depuis l'ouest de la France, la tapisserie du XIe siècle avait jusque-là été maintenue dans son double caisson spécialement conçu pour limiter les vibrations et maintenir une température et un taux d'humidité constants.

0:00 / 0:00

Elle en a été extraite jeudi pour être entièrement déployée, selon la responsable française. "L'extraction s'est très bien passée et mobilise plusieurs dizaines de personnes", a détaillé Delphine Christophe, précisant que l'opération impliquait notamment des équipes française et britannique de conservateurs.

La ministre de la Culture attendue à Londres

Un constat plus précis doit prochainement être fait par les conservateurs pour s'assurer de l'état de la tapisserie, mais Delphine Christophe s'est montrée confiante.

> "S'il y avait eu un problème, on l'aurait constaté parce qu'on l'a vue en totalité, complètement déployée", a-t-elle affirmé.

Ce transfert historique vers Londres avait donné des sueurs froides à certains experts et défenseurs du patrimoine en France qui redoutaient la dégradation irréversible d'une oeuvre déjà fragilisée par

30 déchirures non stabilisées et près de 10.000 trous.

Comment la précieuse tapisserie de Bayeux a-t-elle été transportée jusqu'à Londres?

3:03

La ministre de la Culture française Catherine Pégard est attendue vendredi au British Museum, où la tapisserie sera exposée au public, à plat, du 10 septembre 2026 au 11 juillet 2027.

Sur le même sujet

À son retour en France courant 2027, cette oeuvre, qui décrit la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant en 1066, regagnera son musée de Bayeux (Calvados) et devra faire l'objet en 2028 d'une rénovation plusieurs fois repoussée par le passé.

acteurspublics.fr

La grande majorité des ministères seront soumis à des économies d'envergure en 2027

Par Philippine Ramognino

5–6 minutes

L'État et ses opérateurs vont devoir se serrer la ceinture en 2027. Le gouvernement Lecornu a envoyé le 15 juillet au Parlement les plafonds de crédits envisagés pour chaque mission du budget général, et la plupart des ministères vont devoir contenir leurs dépenses l'an prochain. En dehors des Armées, qui bénéficieront d'une augmentation de 6,4 milliards d'euros, le projet de loi de finances prévoit des dépenses ministérielles qui augmenteraient entre 3 et 4 fois moins que l'inflation.

Certes, lorsque l'on s'attarde sur le détail du tableau des plafonds prévisionnels pour 2027 de chacun des ministères, les budgets apparaissent plutôt stables par rapport à l'année précédente. Au total, les crédits affichent même une hausse de 1,5 milliard d'euros. Mais c'est sans compter l'inflation et l'évolution tendancielle des dépenses, de plus en plus importantes au fil des exercices budgétaires, et qui ne seront pas compensées. En volume, les montants exposés correspondent donc à une baisse générale.

Lire aussi : Finances publiques : les experts missionnés par l'exécutif privilégient la priorisation et écartent la "politique du rabot"

"Au sein de l'État, des choix nets sont assumés", indique Bercy. La

sécurité (+ 0,6 milliard d'euros) et la justice (+ 0,4 milliard d'euros) seront ménagées, afin de renforcer la lutte contre le narcotrafic mais aussi de soutenir les investissements numériques à l'œuvre au ministère de la Justice, pour accélérer la dématérialisation. La transition écologique, mise à mal ces dernières années, verra elle son budget augmenter de manière significative, à hauteur de 1,1 milliard d'euros. Sans que soit encore précisée son ampleur, qui sera connue lors du dépôt du PLF début octobre, le gouvernement Lecornu affirme d'ores et déjà que le budget du Fonds vert profitera de la hausse de l'enveloppe accordée à l'écologie.

La baisse des crédits envisagés la plus importante concerne la mission "Travail, emploi et administration des ministères sociaux". Son budget baisserait de 2,8 milliards d'euros, *"pour revenir à des niveaux similaires à 2019"*, précise Bercy. Comment expliquer une telle coupe ? D'une part, le gouvernement entend recentrer l'action du ministère sur les dispositifs ayant démontré une efficacité significative. L'autre raison résiderait dans la mise en application des mesures d'économies décidées durant les années précédentes. *"Il y a toujours un délai entre l'arbitrage d'une économie et son plein rendement budgétaire"*, défend le cabinet du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel.

Réformes structurelles à venir

Au-delà des plafonds des crédits envisagés au sein du périmètre des dépenses de l'État, le "tiré à part" donne quelques billes sur les priorités qui ont vocation à figurer dans le prochain budget. Il est notamment mentionné que *"le gouvernement poursuivra sa politique de transformation avec des réformes structurelles et organisationnelles au sein de l'État et de ses opérateurs"*, issues des préconisations de la mission "État efficace". Parmi les nouvelles réformes envisagées en 2027, le document cite celles de l'Agence

française de développement (AFD), *“sur le fondement d’un nouveau contrat d’objectif et de moyens, ainsi que la rationalisation des réseaux de l’État et de ses opérateurs à l’étranger*”.

Lire aussi : La discrète mission “État efficace” dévoile ses chantiers et esquisse une doctrine sur l'agencification

“Effectivement, ce sera aussi un budget de transformation, notamment en matière numérique”, complète le cabinet de David Amiel, faisant référence au chantier de déploiement de l’IA récemment lancé au sein des services de l’État. Des mesures censées tendre vers des économies, à travers des “gains de productivité” et la possibilité de “se recentrer sur les missions à plus forte valeur ajoutée”.

Côté économies, le gouvernement Lecornu mise également sur la future foncière de l’État, toute proche de voir le jour. Ses *“gains importants”*, selon les mots du cabinet de David Amiel, ne devraient toutefois pas être constatés dans l’immédiat, mais plutôt *“à moyen-long terme”*.

La fonction publique change de lecture au sein du budget de l’État

Le “tiré à part” mentionne également un changement à l’allure très techno, mais qui reflète l’évolution des enveloppes dédiées à la transformation publique : celui de la nomenclature budgétaire. Ainsi, le programme 368 “Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques” est clôturé et ses crédits sont reventilés entre les programmes 148 “Fonction publique” et 349 “Transformation publique”, tous deux rattachés à la mission “Transformation et fonction publiques”. En conséquence, le programme 349 “Transformation publique” est renommé “Accès, qualité et transformation des services publics”. Dans un autre registre, la mission “Gestion des finances publiques” est renommée “Gestion des

finances publiques et lutte contre les fraudes”.

acteurspublics.fr

Un nouveau rapport d’inspection pointe du doigt l’absence de gouvernance en matière d’IA

Par Victoria Beurnez

6–8 minutes

Les rapports se suivent et se ressemblent : en matière d’intelligence artificielle, l’administration peine encore à trouver son modèle. Dans le sillage du rapport interinspection, paru il y a quelques jours, sur l’impact du déploiement de l’intelligence artificielle dans l’État, qui a fait grand bruit, l’inspection générale de l’environnement et du développement durable (IGEDD) rend à son tour sa copie, plus discrète et analysant, elle, le pôle ministériel de la transition écologique, aménagement du territoire, transports, ville et logement.

À méthode constante, les conclusions diffèrent peu : malgré l’enthousiasme né rapidement autour de l’intelligence artificielle, le pôle ministériel a lancé beaucoup de projets dont très peu, encore, ont réussi à passer à l’échelle. Pour appuyer leur rapport, les inspecteurs ont réalisé en parallèle une cartographie des projets d’IA lancés par le pôle ministériel. Il en ressort que ce dernier couve 141 projets, dont plus de la moitié (58 %) chez les opérateurs, contre 28 % en administration centrale. Parmi ces 141 projets, seuls 12 % sont des services actuellement opérés par les services ministériels, une grande majorité (60 %) étant encore en maturation et en phase d’expérimentation.

Lire aussi : Dans l'administration, le déploiement de l'IA freiné par le manque de mutualisation et le fonctionnement en silo des ministères

Ces projets recouvrent des cas d'usage très variés : automatisation de tâches à faible valeur ajoutée, recherche documentaire, synthèse, appui à l'instruction de dossier, etc. "*Ces initiatives, encore dispersées, soulignent l'urgence de structurer une gouvernance unifiée pour passer à l'échelle*", indiquent les auteurs du rapport. Ces derniers avancent plusieurs points de difficulté empêchant ce passage à l'échelle, comme le cloisonnement des services et la prise en compte insuffisante des besoins, causant un partage d'expérience limité ; le manque de priorisation des projets ; le manque d'approches de type "communs numériques" ; les travaux nécessaires sur la disponibilité, la structure et la qualité des données, et enfin, la gestion des moyens financiers, humains et techniques.

Des écueils en matière de cadrage

Mais les écueils découlent d'un problème plus vaste : une stratégie encore peu consolidée, et une gouvernance, à ce jour, seulement partielle, qui freine le bon déroulement des projets. Le pôle s'appuie uniquement sur une feuille de route "numérique et intelligence artificielle", publiée en septembre 2025, et un comité unique stratégique devant se réunir deux fois par an – mais ne s'étant logiquement réuni qu'une fois depuis sa création.

Lire aussi : Les inspections appellent l'État à changer de méthode pour mesurer les gains de productivité de l'IA

"*Sous ce comité ministériel numérique et IA, qui ne s'est réuni qu'une seule fois, il n'existe pas de gouvernance organisée du pôle ministériel, chaque service étant libre de mettre en place ou pas sa propre gouvernance des projets IA. Plusieurs acteurs travaillent sur l'IA au sein du pôle, mais les rôles et responsabilités de chacun ne*

sont pas suffisamment définis pour gérer les interfaces et articuler les actions entreprises", relèvent les auteurs du rapport.

Repenser l'organisation

Pour y remédier, les inspecteurs invitent le pôle ministériel à optimiser son organisation. Ils recommandent de créer un comité de pilotage pour appuyer l'actuel comité stratégique. Ce deuxième comité serait chargé de l'élaboration des plans d'action, du pilotage et de la validation des projets lancés. Ces deux instances pourront s'appuyer sur les travaux de six nouveaux groupes de travail, sur les projets d'IA, les données, la technologie IA, la conduite du changement – chargée notamment du dialogue social – , les risques et l'éthique et enfin, l'IA frugale. Un tel dispositif permettra surtout de garder une stratégie consolidée mais évolutive, en fonction des évolutions de l'IA elle-même très mouvante.

Cette nouvelle organisation, proposée par les inspecteurs, repose également sur la création de deux postes : un coordinateur ministériel de l'IA, rattaché au secrétaire général et doté d'une autorité fonctionnelle pour déployer la stratégie, et un directeur des données, opérant la stratégie sur les données du pôle ministériel. Enfin, les inspecteurs proposent également la désignation dans chaque service ou direction "d'au moins un référent IA, chargé d'accompagner ses collègues dans l'usage des outils et le déploiement des projets".

Lire aussi : L'usage de l'IA pourrait exposer jusqu'à un agent public sur cinq, selon un rapport inter-inspections

Et le changement devra intervenir aussi au plus près des agents, pour garantir le passage à l'échelle des projets, jusqu'ici majoritairement expérimentaux. À titre d'exemple, à ce jour, le pôle ministériel ne dispose pas d'une vue globale sur le taux de formation des agents dans leur ensemble, ni sur leur niveau de compétences en IA.

Plus encore, "*les besoins spécifiques de formation et d'accompagnement des managers apparaissent bien moins couverts et mériteraient d'être mieux pris en compte*", notent les auteurs. Ils insistent sur la nécessité, surtout, de former en interne des agents spécialisés sur l'intelligence artificielle, afin d'internaliser ces compétences : ces agents pourront d'ailleurs, à terme, devenir les référents IA précédemment cités.

L'IA doit abonder le dialogue social

Un volet du rapport de l'IGEDD est également consacré à l'intelligence artificielle dans le dialogue social. Les inspecteurs retiennent de leurs entretiens avec les organisations syndicales que ces dernières "*ne rejettent pas l'IA*", mais demandent "*un cadre strict, une approche transparente, une formation massive pour les agents, un dialogue social renforcé et le réinvestissement des gains de productivité dans l'amélioration des conditions de travail*". Les auteurs estiment également "*indispensable*" que le dialogue social s'opère à tous les niveaux du pôle ministériel, avec une approche "*pragmatique, itérative et transparente*". Ils recommandent toutefois de ne pas entreprendre la mise en œuvre d'études d'impact trop complètes et exhaustives, pour "*ne pas brider l'innovation*".

paris-normandie.fr

Une bretelle d’accès au pont Flaubert, à Rouen, fermée pendant 4 nuits pour des travaux de finition

Sylvain Auffret

5–7 minutes

À Rouen, une bretelle menant au pont Flaubert dans le sens rive gauche-rive droite à partir de la place centrale, sera fermée pendant quatre nuits, du lundi 20 au vendredi 24 juillet 2026. Des travaux de finition vont être réalisés.

Ajouter Paris Normandie sur Google

La bretelle menant au pont dans le sens rive gauche-rive droite sera fermée quatre nuits pour travaux. - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT/

PND

Par Sylvain Auffret

Publié: 16 Juillet 2026 à 17h38 Temps de lecture: 1 min

Dans le cadre du raccordement de la Sud III au pont Flaubert, afin de procéder à la finalisation de la surlargeur de la RN338, la bretelle reliant la place centrale au pont, c'est-à-dire dans le sens rive gauche-rive droite, cette partie sera fermée à la circulation entre lundi 20 et vendredi 24 juillet, de 21h à 6h du matin.

Consultez l'actualité en vidéo

Une déviation mise en place

Un itinéraire alternatif a été mis en place. Les automobilistes devront emprunter la rue Berthe-Morisot, gagner le quai de France, pour rejoindre le pont Guillaume-le-Conquérant, traverser la Seine, reprendre le quai Gaston Boulet, puis l'avenue du Mont-Riboudet au bout de laquelle, ils pourront récupérer l'A150.

Après sept ans de travaux, le raccordement de la Sud III au pont Flaubert a été officiellement inauguré le 2 juillet 2026, en présence du ministre des Transports Philippe Tabarot.

Lire aussi

[L’émission Baby Boom de TFX consacre sa nouvelle saison à cette maternité de Rouen]

[Des parfums aux tote-bags : cinq ateliers créatifs à Rouen pour réaliser des œuvres personnelles]

À Rouen, ça va bouchonner tout l'été sur le pont Mathilde et on vous explique pourquoi

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

L'émission Baby Boom de TFX consacre sa nouvelle saison à cette maternité de Rouen

[Des parfums aux tote-bags : cinq ateliers créatifs à Rouen pour réaliser des œuvres personnelles]

[À Rouen, ça va bouchonner tout l'été sur le pont Mathilde et on vous explique pourquoi]

Opérée en urgence après une agression et des mois de harcèlement, une influenceuse de Canteleu témoigne

Exclusif

Une maison abandonnée en prise aux flammes dans le centre de Déville-lès-Rouen

Une bretelle d'accès au pont Flaubert, à Rouen, fermée pendant 4 nuits pour des travaux de finition

Voir plus d'articles

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

Retour en haut du site Région Rouen Le Havre Évreux Dieppe Fécamp Vernon Louviers Yvetot Bernay Bolbec Pont-Audemer Elbeuf Lillebonne Neufchâtel-en-Bray Deauville et sa région Caen Faits divers France Monde Pratique Emploi Immobilier Sports Loisirs Économie Politique Vidéos Agenda Index journalistes La Voix du Nord L'Union Le Courrier picard L'Aisne nouvelle L'Est Eclair L'Ardennais Nord Littoral Le Messager Le Soir Sud Info

actu.fr

Près de huit mois de travaux pour assurer la sécurité des habitants dans ce village de Seine-Maritime

Pauline Defoix

4–6 minutes

Depuis 2021, la municipalité de Cottévrard a un projet : faire baisser la vitesse et assurer la sécurité des riverains et des usagers de la route. Détails.

Sur le même thème

- Pays de Bray
- Sécurité routière
- Travaux

Pendant près de huit mois, de gros travaux d'aménagements vont avoir lieu dans Cottévrard. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par Pauline Defoix Publié le 17 juil. 2026 à 6h32

Dans le centre de Cottévrard, près de Bosc-le-Hard **(Seine-Maritime)**, un chantier a commencé depuis quelques semaines. Il s'agit du projet de sécurisation et de réaménagement de la commune. Un projet sur lequel la municipalité, avec à sa tête Fabrice Gamelin, travaille depuis 2021. Entre les prémices de ce dossier et sa concrétisation, « un mandat complet s'est écoulé », livre le maire.

L'une des raisons : « le refus à deux reprises de subventions », explique-t-il. Sans ces subventions, « il était impossible sur nos fonds propres de réaliser ce projet. Mais la troisième présentation du dossier a été la bonne », se réjouit l'édile.

Faire ralentir les véhicules

Mais alors, quel est l'objectif de ce chantier ? « C'est simple, nous voulons assurer la sécurité des habitants de notre commune mais aussi de ceux qui la traversent ou la fréquentent », fait savoir Fabrice Gamelin.

Cottévrard, « une commune où beaucoup de véhicules circulent à une trop grande vitesse et ne disposant quasiment pas de trottoirs, un vrai problème pour les piétons et notamment nos jeunes, nos familles qui se rendent à l'école et aux arrêts de bus ». Des aménagements vont donc être réalisés, pour **la sécurité et la voirie**.

> C'est 80 % du village qui est concerné par ce chantier d'ampleur.

Chaque axe de la commune va être équipé d'au moins **deux obstacles** pour faire baisser la vitesse. **Chicanes, écluses, plateaux ralentisseurs**…

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans le centre, le carrefour va être revu. **Un rond-point franchissable** va être créé pour rendre plus lisible la circulation, « ce qui va nécessiter le déplacement du monument aux morts, qui sera installé sur la place », dévoile-t-il. Et le premier magistrat de la commune rassure : « ce rond-point sera franchissable par les poids lourds, les tracteurs ainsi que les cars ».

Créer ou prolonger des trottoirs

La sécurité ne passe pas seulement par faire ralentir les véhicules, elle passe aussi par des **aménagements pour les piétons** notamment, comme les trottoirs.

> Cottévrard est une commune où il y a peu de trottoirs, ce qui est dangereux pour les enfants. C'est pour cela que dans ce projet, il y a la création ou le prolongement de trottoirs sur l'ensemble des axes.

Rue Saint-Fiacre, route de Dreule ou encore route de Bosc-le-Hard, des trottoirs y verront le jour. **Une sente piétonne** sera également créée « pour que les enfants, les familles, notamment celles qui résident rue des Anémones, puissent se rendre à l'école, aux arrêts de bus en toute sécurité. Cela leur évitera de faire le grand tour par la route et donc de risquer de croiser des véhicules », ajoute Fabrice Gamelin.

Une sente équipée d'un tourniquet à l'entrée et à la sortie pour que les véhicules ne puissent pas l'emprunter.

Des places de parking et réseaux d'eaux pluviales

Enfin, ce projet est aussi l'opportunité de refaire les réseaux d'eaux pluviales ou de les créer « pour limiter les soucis d'inondations lors des fortes pluies », d'élargir la rue des Anémones ainsi que d'y créer des trottoirs et d'aménager des places de parking supplémentaires dans plusieurs rues.

Si l'attente a pesé sur le budget du projet, « cette attente nous a permis de rajouter, grâce à l'achat d'un terrain, un parking supplémentaire de 10 places pour la salle des fêtes et la mairie, un accès pour les personnes à mobilité réduite (PMR) à la salle et de prolonger le trottoir de la mairie au rond-point », conclut l'édile.

Jusqu'au début de l'année 2027, riverains et usagers de la route devront faire preuve de patience, pour profiter ensuite d'un meilleur aménagement.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Voie verte, vitesse réduite et écluse : près de Rouen, les travaux ont commencé dans cette rue malgré les critiques

Rédaction Normandie

6–8 minutes

De nouveaux aménagements ont été présentés lors d'une réunion publique, et non une concertation, pour la rue de Belbeuf, à Franqueville-Saint-Pierre.

Sur le même thème

- Métropole Rouen
- Pistes cyclables
- Travaux

Article réservé aux abonnés

La voie verte fera 3m de large avec une bordure de 20/25 centimètres de haut. ©Le Bulletin

Par Rédaction Normandie Publié le 17 juil. 2026 à 7h04

La rue de Belbeuf, située à Franqueville-Saint-Pierre, s'étend de la route de Paris au rond-point de la Zac des Génetais. Une partie de cette rue est déjà équipée d'une voie verte permettant de rejoindre la piscine du côté de Belbeuf. Dès son premier mandat, le maire **Bruno Guilbert** a intégré le programme de la Métropole Rouen Normandie pour **développer un réseau de pistes cyclables** couvrant la commune afin de relier les infrastructures principales et Rouen.

Un projet d'aménagement de voie verte déjà présenté en 2022

En avril 2022, une réunion publique avait été organisée pour présenter le projet d'aménagement de la voie verte sur le tronçon compris entre la route de Paris et le gymnase du lycée Galilée. « Nous avons à l'époque pris en compte les remarques des riverains. Mais, nous n'avons pas réussi à mener à bien les travaux en raison de la construction de l'EHPAD et du refus de vendre une parcelle agricole par son propriétaire, empêchant ainsi la réalisation de la voie verte », a précisé le maire.

Un jardin partagé intégré dans le projet

Aujourd'hui, cet aménagement est jugé nécessaire pour **réduire la vitesse** et embellir cet axe. Un **jardin partagé** sera également intégré dans le projet. « Cela permettra de boucler le maillage cyclable sur la commune et d'assurer un accès rapide et sécurisé de la route de Paris vers le lycée, les équipements sportifs et la piscine », a ajouté

Bruno Guilbert.

À lire aussi

- Terrain en vente possiblement pollué à l'amiante : près de Rouen, une conseillère municipale inquiète veut des réponses

Le projet, validé par des associations de cyclistes, sera réalisé pendant les vacances scolaires afin de limiter l'impact sur le trafic. **Le chantier a débuté le 6 juillet**, une période où la circulation est moins dense, notamment en l'absence des scolaires, comme l'a déclaré le maire lors d'une réunion publique tenue mardi 30 juin à l'Hôtel de ville, en présence d'une cinquantaine de personnes. Certains participants, pensant assister à une concertation, ont exprimé des désaccords, entraînant parfois des échanges tendus.

Des modifications sur 500 mètres

Juliette Prévost, directrice adjointe du Pôle de proximité Plateaux-Robec de la Métropole Rouen Normandie, a détaillé les modifications prévues sur les 500 mètres concernés.

Une écluse sera intégrée pour laisser passer la voie verte. ©Le Bulletin

« La rue restera à double sens sur toute sa longueur avec une largeur de 6,5 mètres pour **permettre la circulation des bus**. L'ensemble du tronçon sera **limité à 30 km/h** et comprendra une voie verte bidirectionnelle vélos/piétons de 3 mètres de large avec un revêtement en enrobé noir, bordée d'une bordure de 20/25 centimètres. Les sorties des habitations seront matérialisées par une résine colorée. Le cheminement pour les Personnes à Mobilité Réduite se fera côté voie verte, et tous les trottoirs seront repris. L'éclairage public sera adapté avec la mise en place de **mâts solaires** entre l'EHPAD et le gymnase ».

Refonte totale de l'actuel rond-point

Elle a également indiqué que le rond-point actuel sera entièrement modifié : « La plupart des véhicules roulent dessus. Il sera donc supprimé et remplacé par une voie réduite à 6,5 mètres. Au croisement des rues Isaac Newton et Johannes Kepler, deux stops seront installés pour créer un carrefour en croix. L'ensemble sera végétalisé pour réduire la visibilité et inciter à ralentir. Deux passages piétons en résine colorée seront également aménagés ».

> Nous allons laisser vivre l'aménagement tout en poursuivant les démarches pour une expropriation afin de récupérer les quelques mètres carrés nécessaires. La Métropole Rouen Normandie va lancer un marché pour une enquête d'utilité publique.

Concernant la parcelle agricole n°47, dont le propriétaire a refusé la vente d'une partie, Juliette Prévost a précisé : « Une écluse sera construite sur la voirie. Sur 60 mètres, la rue passera à une voie unique avec une priorité dans le sens Lycée vers route de Paris, ce qui permettra de ralentir la vitesse. Les mesures de trafic effectuées montrent qu'en dehors des heures de pointe, cela ne pose pas de problème ».

Le rond-point va être transformé en carrefour en croix. ©Le Bulletin

Face aux vives réactions du public, elle a ajouté : « C'est une solution provisoire. Nous allons laisser vivre l'aménagement tout en poursuivant les démarches pour une expropriation afin de récupérer les quelques mètres carrés nécessaires. La Métropole Rouen Normandie va lancer un marché pour une enquête d'utilité publique ».

Deux mois de travaux en deux phases

Comme à l'accoutumée lors de ce type de réunions, les participants ont exprimé des préoccupations personnelles : « Je ne pourrai plus entrer mon camping-car » ; « Je ne pourrai plus me stationner devant

chez moi » ; « S'il y a un accident avec un vélo lorsque je sors ma voiture, qui est responsable ? » ; « On a plus de circulation dans cette rue depuis la piste cyclable route de Paris », ; « Il n'y a pas assez de contrôles de vitesse, même les bus ne respectent pas les limitations ».

Face à ces remarques, Bruno Guilbert a rappelé : « L'augmentation du trafic est due aux extensions du centre Hyper U. Nous n'y pouvons rien si les autres communes s'agrandissent. Nous essayons de partager au mieux et de penser à l'avenir. Pour la vitesse, en 2027, nous recruterons **un quatrième policier municipal**, ce qui permettra d'intensifier les contrôles. Cependant, je ne peux pas mettre un policier derrière chaque arbre ».

Le chantier, prévu pour durer **deux mois** en deux phases, coûtera **545 000 euros**, financés par la Métropole Rouen Normandie, avec une participation de 30 % de l'État via le Fonds Vert.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.